



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



**MOZAMBIQUE**





Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



**MOZAMBIQUE**

## Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Mozambique, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)

Web : [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : [www.uneca.org/publications](http://www.uneca.org/publications)

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-70-09-9

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

## Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

# Sommaire

<b>Liste des sigles et abréviations</b>	<b>v</b>
<b>Remerciements</b>	<b>vii</b>
<b>Le Mozambique en bref</b>	<b>viii</b>
<b>1. Vue d'ensemble</b>	<b>1</b>
<b>2. Contexte national et sous-régional</b>	<b>3</b>
<b>3. Performances économiques</b>	<b>6</b>
3.1 Croissance économique et performances sectorielles	6
3.2 Politique budgétaire	9
3.3 Politique monétaire	11
3.4 Compte courant	12
3.5 Compte de capital et compte financier	15
<b>4. Développement social</b>	<b>17</b>
4.1 Dynamique démographique	19
4.2 Pauvreté et emploi	21
4.3 Santé	22
4.4 Éducation	25
4.5. Évaluation de l'égalité de genre au Mozambique	27
<b>5. Principaux défis</b>	<b>30</b>
5.1 Une production et une productivité agricoles permettant d'assurer la transformation économique	30
5.2. Politiques et autres interventions visant à relever les défis du secteur agricole	31
<b>6. Évaluation de la qualité des données nationales</b>	<b>34</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>35</b>



# Liste des sigles et abréviations

CEA	Commission économique pour l'Afrique
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
EIU	Economist Intelligence Unit
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs étrangers
INE	Instituto Nacional de Estatística
IOF	Inquérito ao Orçamento Familiar
PARPA	Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe





# Remerciements

La série de profils de pays publiés annuellement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays du Mozambique a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovanie Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir, et la supervision directe de Said Adejumobi, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe, et la supervision de Sizo Mhlanga, Directeur du Centre sous-régional des données. L'auteur principal du profil de pays du Mozambique était Ian Filakati, Responsable de la gestion des connaissances du Bureau sous-régional en Afrique australe.

D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par des institutions nationales, notamment le Ministério de Economia e Finanças et l'Instituto Nacional de Estatística.

Le groupe d'examen interne, réuni par la Section de la qualité opérationnelle de la CEA, a apporté de précieuses contributions et observations. Nous tenons aussi à remercier Jesimen Chipika, Directrice du *National Indigenisation and Economic Empowerment Board* du Zimbabwe, analyste économique principale et conseillère en politique générale, pour ses avis d'expert et sa perspicacité.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression de la série des profils de pays 2016.

# Le Mozambique en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique australe	Indice de développement humain	180	188	2014	PNUD
Langue officielle	Portugais	Indice d'inégalités entre les sexes	135	155	2014	PNUD
Monnaie	metical (MT)	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	21	54	2015	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Maputo	Indice de la facilité de faire des affaires	137	190	2016	Banque mondiale
Appartenance à une/ des communauté(s) économique(s) régionale(s)	SADC	Indice de perception de la corruption	112	168	2015	Transparency International

## Croissance économique



Le Mozambique a enregistré un taux de croissance de son PIB de 6,6 % en 2015 contre 7,2 % en 2014. Cette baisse peut être attribuée en grande partie au ralentissement économique mondial qui s'est traduit par une réduction de la demande et la chute des prix des produits primaires. On estime que la croissance du PIB devrait chuter aux environs de 4,5 % en 2016 principalement en raison de la faible performance de l'industrie extractive.

## Politique budgétaire



Les recettes totales pour 2016 devraient passer de 160,708 milliards MT en 2015 à 176,4 milliards MT, soit 24,1 % du PIB. Les dépenses totales pour 2016 sont estimées à 246,7 milliards MT (36,2 % du PIB), soit une baisse de 1,9 % en pourcentage du PIB par rapport à 2015. Un déficit budgétaire équivalent à 6,8 % du PIB a été enregistré en 2015, principalement en raison de la baisse des recettes fiscales provenant des exportations de produits de base tels que le gaz, l'aluminium, le sable lourd et les produits agricoles qui ont subi une baisse des prix sur le marché international. Un déficit budgétaire équivalent à 10,2 % du PIB est estimé pour 2016.

### Politique monétaire

La priorité des politiques budgétaires, monétaires et sectorielles demeure de resserrer la politique monétaire et de contenir les pressions inflationnistes. De 2,1 à 4,2 % en 2012-2014, l'inflation est passée à 11,1 % en décembre 2015. À la fin du premier trimestre de 2016, ce taux est passé à 12,31 % en raison de l'augmentation du déficit des approvisionnements alimentaires, de la pénurie de devises et de la dépréciation du metical. Le taux de change metical/dollar É.-U. est passé de 31,60 en décembre 2014 à 39,03 en juin 2015 puis à 44,95 en décembre 2015 et à 73,11 en août 2016 en raison de l'appréciation du dollar É.-U., de la pénurie de devises due à la baisse des investissements directs étrangers (IDE), de la réduction des aides financières étrangères, de la chute des recettes d'exportation et d'une hausse du coût du service de la dette extérieure.



### Compte courant

Le déficit du compte courant est passé de 5,7 milliards de dollars en 2014 à 6,1 milliards de dollars (40,5 % du PIB) en 2015, en raison de la baisse des prix internationaux de certaines exportations du pays.



### Compte de capital et compte financier

Le déficit du solde du compte de capital s'est réduit, passant de 374,9 millions de dollars É.-U. en 2014 à 287,8 millions de dollars en 2015, et celui du compte financier s'est légèrement réduit en passant de 5,3 milliards de dollars en 2014 à 5,1 milliards en 2015, en raison de la baisse des entrées d'IDE. Les réserves nettes de devises étaient de 1,99 milliard de dollars É.-U. à la fin de 2015, soit 3,7 mois de couverture des importations contre 4,7 mois fin 2014. La baisse des réserves de devises peut être attribuée à des ventes nettes de devises, au service de la dette extérieure, à des pertes de change nettes, aux dépenses publiques et aux sorties nettes.



### Pauvreté

Le niveau de pauvreté demeure élevé même s'il a baissé entre 2008 et 2014. Pendant cette période, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 54,7 % à 49,2 %. La pauvreté est un phénomène qui est fonction du sexe et qui est présent dans les zones urbaines et rurales. La répartition des revenus enregistre une quasi-stagnation. L'indice de Gini est passé de 0,42 en 2009 à 0,47 en 2014.



### Pauvreté

D'après l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (Service de la statistique du Ghana, 2014), en se basant sur le seuil de pauvreté supérieur (1 314 cedis), la proportion de la population classée comme pauvre a diminué, passant de 28,5 % en 2005-2006 à 24,2 % en 2012-2013.





### Emploi

En 2014/2015, le taux de chômage était de 20,7 % de l'ensemble de la population. Toutefois, les femmes connaissaient un taux de chômage plus élevé que les hommes. Le taux de chômage des femmes était de 21,8 % et celui des catégories d'âge de 15-19, 20-24, 25-29, et 30-34 ans de 62,3, 46,3, 32,0 et 21,1 % respectivement.



### Santé

L'espérance de vie à la naissance était de 53,8 ans en 2015 (55,9 ans pour les femmes et 51,7 ans pour les hommes). Les données les plus récentes indiquent que le taux de prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15-45 ans est passé de 9,7 % en 2003 à 11,5 %. Entre 2010 et 2014, le taux de mortalité infantile est passé de 88 à 80,9 décès pour 1000 naissances vivantes.



### Éducation

Le taux d'alphabétisation du groupe d'âge 15-20 ans était de 70,8 % en 2015. Le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire s'est amélioré, passant de 66,8 % en 2002 à 98,2 % en 2015. Le taux d'inscription dans l'enseignement primaire des garçons était de 100,5 en 2015 contre 95,9 pour les filles. En 2014, le ratio élèves-enseignants était plus élevé dans le premier cycle du primaire (62) et le premier cycle du secondaire (38) que dans le second cycle du primaire (32) et le deuxième cycle du secondaire (25).



### Genre

La proportion de femmes (90 %) dans les emplois rémunérés du secteur non agricole est supérieure à celle des hommes (81,8 %). Il y a parfaite égalité entre les hommes et les femmes dans le taux d'alphabétisation des 15-24 ans. Le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire des filles (55 %) est supérieur à celui des garçons (46 %). L'inégalité homme-femme existe en politique et dans le domaine de la prise de décision. Les femmes ne représentent que 13,6 % des parlementaires et 36,7 % des postes ministériels.

## Vue d'ensemble

Au cours des dix dernières années, le Mozambique a enregistré une forte croissance économique, en moyenne un peu plus de 7 % par an. Toutefois, en raison du ralentissement économique mondial qui s'est traduit par une baisse de la demande et une chute des prix des produits primaires, la croissance économique devrait passer de 6,6 % en 2015 à 4,5 % en 2016. La faible performance de l'industrie extractive, des secteurs de l'électricité et du gaz, de l'agriculture, du commerce, des transports, des services financiers et de l'administration publique devrait être la principale cause de la baisse de la croissance (Ministério de Economia e Finanças, 2016c).

Bien que le Mozambique ait accompli des progrès pour libéraliser l'économie qui lui ont permis d'atteindre des taux de croissance élevés après des années de guerre, il continue de rencontrer des difficultés dans les domaines économique et social tels que la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux, le chômage, la pauvreté, les disparités dans les résultats en matière d'éducation, et l'absence d'un secteur agricole diversifié et compétitif. Sur le plan social, le taux de pauvreté a régulièrement baissé ces dix dernières années, mais demeure élevé. Entre 2008 et 2014, le taux de pauvreté du pays est passé de 54,7 % à 49,2 %, les zones rurales étant les plus touchées avec 56,9 % contre 49,6 % pour les zones urbaines. Les ménages dirigés par des femmes sont également plus touchés par la pauvreté (57,8 %) que ceux dirigés par des hommes (53,9 %).

Le taux de chômage demeure un défi social majeur et s'établissait à 20,7 % en 2014/15 (19,5 % pour les hommes et 21,8 % pour les femmes). Pendant la même période, la population urbaine connaissait un taux de chômage de 29,4 % contre 16,8 % en zone rurale. En 2014/15, le taux de chômage des jeunes variait de 15,7 % pour le groupe d'âge des 30-34 ans à 43,8 % pour le groupe d'âge des 15-19 ans.

Les résultats en matière de santé et d'éducation se sont améliorés, mais il subsiste des écarts dans certains domaines. En 2015, le taux d'inscription dans l'enseignement primaire des garçons était de 100,5 contre 95,9 pour les filles. Le taux de mortalité maternelle est passé de 692 en 1997 à 500 pour 100 000 naissances vivantes en 2008 ; le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est passé de 153 décès en 2001 à 97 décès pour 1000 naissances vivantes en 2011 ; le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire a augmenté, passant de 66,8 % en 2002 à 98,2 % en 2015.

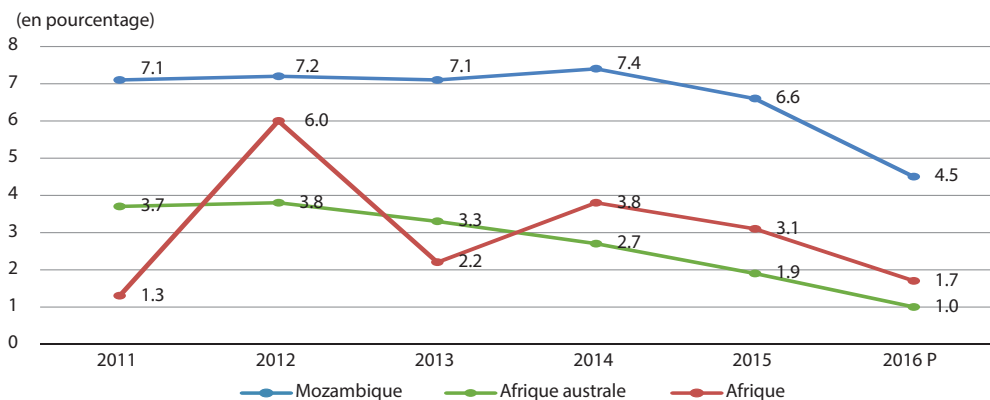
Dans le but de réduire certaines disparités dans les secteurs sociaux et de lutter contre la pauvreté, les autorités augmentent la part du budget consacrée à ces secteurs clés. Dans le budget de 2016, 66,6 % des dépenses totales ont été affectées à des domaines à effets multiplicateurs qui peuvent améliorer l'intégration sociale et promouvoir une croissance économique inclusive durable à court et à moyen terme. Les parts du budget consacrées aux secteurs de l'éducation et de la santé ont été de 22,1 % et de 10,4 %, respectivement (Ministério de Economia e Finanças, 2016d & Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano, 2016). Les autorités continuent également d'intervenir pour préserver la stabilité macroéconomique et la création de sources de financement internes en vue de parvenir à un développement économique durable et inclusif. Les mesures en cours doivent être intensifiées pour améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire, d'accroître la part des produits de ce secteur et d'augmenter les recettes.

## Contexte national et sous-régional

Au cours des dix dernières années, l'économie mozambicaine a enregistré un taux de croissance élevé, supérieur à 7 % par an, excepté en 2015 où il est retombé à 6,4 % en raison de la pression croissante des difficultés économiques nationales et internationales. Comme l'illustre la figure 1, cette performance de l'économie mozambicaine a été supérieure à la moyenne de la région et du continent. Entre 2010 et 2015, le taux de croissance s'est établi en moyenne à 7,1 %, le taux de croissance le plus élevé étant enregistré en 2013 (7,4 %). Ce taux a chuté à 7,2 % en 2014 puis à 6,6 % en 2015 et devrait baisser encore à 4,5 % en 2016.

Le Mozambique est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les membres de la SADC ont enregistré une croissance globale de 2,8 %, inférieure à l'objectif de 7 % qu'elle s'était fixé et en baisse par rapport aux 3,4 % enregistrés en 2014. En 2015, alors le taux de croissance moyen régional des pays de la SADC était de 2,8 %, le Mozambique, comme nous l'avons vu précédemment, affichait un taux de croissance de 6,6 % - taux dépassé par seulement trois des 14 autres pays de la communauté (SADC, 2015). La région de la SADC continue de subir un ralentissement de sa croissance économique en raison de la baisse des prix internationaux des matières premières résultant de la décélération de l'économie chinoise en 2014 et 2015. Malgré le

**Figure 1: Croissance annuelle moyenne du PIB au Mozambique, de l'Afrique australe et de l'Afrique (en pourcentage), 2011-2016**



Source : INE (2016d), Ministério de Economia e Finanças 2016, Nations Unies (2017)

Note : P indique une projection

ralentissement de la performance économique générale des États membres de la SADC, les 15 pays ont enregistré des taux de croissance positifs en 2014. Ce scénario favorable s'est maintenu dans la plupart des pays en 2015 (SADC, Comité des gouverneurs des banques centrales, 2015).

L'encadré 1 donne une indication de la performance de l'économie mozambicaine pour plusieurs indicateurs de l'indice de l'intégration régionale en Afrique.

**Encadré 1 : Indice de l'intégration régionale en Afrique : Mozambique**

L'indice de l'intégration régionale en Afrique cherche à évaluer la mesure dans laquelle chaque pays africain respecte les engagements qu'il a pris en vertu des initiatives d'intégration panafricaines telles que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja.

L'indice est un projet conjoint de la Banque africaine de développement, de la Commission de l'Union africaine et de la CEA. Il couvre les dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les infrastructures et les interconnexions régionales, et la convergence des politiques macroéconomiques. La section ci-après donne les principaux renseignements sur certains indicateurs de l'indice.

**Classement général:**

Septième rang dans la SADC (note – 0,48). Le pays le plus performant de la SADC est l'Afrique du Sud (note – 0,74)\*.

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
Onzième rang dans la SADC (note de 0,59). Les pays les plus performants de la SADC sont le Swaziland et les Seychelles (note de 0,70).	Septième rang dans la SADC (note de 0,53). Le pays le plus performant de la SADC est l'Afrique du Sud (note 1).	Quatrième rang dans la SADC (note de 0,47). Le pays le plus performant de la SADC est le Zimbabwe (note de 0,74).	Sixième rang dans la SADC (note de 0,5). Le pays le plus performant de la SADC est le Botswana (note de 0,82).	Neuvième rang dans la SADC (note de 0,33). Le pays le plus performant de la SADC est l'Afrique du Sud (note de 0,91).

En ce qui concerne l'indice global, le Mozambique se classe moyennement à mal au sein de la SADC, au septième rang des quinze pays de la communauté.

**Libre circulation des personnes :** mauvaise note (onzième rang dans la SADC). Le Mozambique autorise les ressortissants de certains pays de la SADC à entrer sans visa. Le Mozambique a également ratifié les instruments pertinents de la SADC concernant la libre circulation des personnes, les droits d'établissement et de libre circulation des travailleurs. Les ressortissants de plus de huit États membres de la SADC peuvent entrer au Mozambique sans visa, ceux de six États membres peuvent entrer avec un visa délivré à leur arrivée, et les ressortissants de l'État membre restant doivent avoir un visa pour entrer au Mozambique.

\* Un classement à l'échelle continentale selon l'indice d'intégration régionale en Afrique, établissant une comparaison entre tous les pays africains de toutes les communautés économiques régionales, est actuellement en cours d'élaboration et sera incorporé aux révisions ultérieures des profils de pays de la CEA.



**Intégration commerciale :** note moyenne (septième rang dans la SADC). Le Mozambique applique un tarif douanier moyen de 1,6 % aux importations en provenance des pays de la SADC (sur la base de données pour 2014). Il s'agit du sixième taux le plus élevé au sein de la communauté. Entre 2010 et 2013, les importations en provenance des autres pays de la SADC ne représentaient que 17 % du PIB du Mozambique (huitième rang dans la SADC). Les exportations du Mozambique à destination des autres pays de la SADC représentaient en moyenne 8,3 % du PIB pendant la même période (sixième rang au sein de la SADC pour lesquels des données sont disponibles).

**Intégration productive :** bonne note (quatrième rang dans la SADC). L'intégration productive du Mozambique dans les chaînes de valeur régionales enregistre des résultats mitigés. Le commerce du Mozambique est modérément complémentaire de celui de ses partenaires. Son indice de complémentarité commerciale est de 0,20 (sur la base des données de 2013), ce qui témoigne d'une corrélation encourageante entre les exportations du Mozambique et la structure des importations de la SADC. La part des intermédiaires dans les importations du pays en provenance des communautés économiques régionales est de 24,7 % (deuxième rang dans la SADC), et leur part dans les exportations totales s'établit en moyenne à 33,8 % (troisième rang parmi les pays membres de la SADC). Les données sur la part des intermédiaires dans le commerce intra-régional sont une moyenne pour la période 2010-2013.

**Infrastructures :** note moyenne (sixième rang dans la SADC). En ce qui concerne l'indice de développement des infrastructures de la BAD, le pays s'est classé au treizième rang des pays membres de la SADC entre 2010 et 2012. Environ 94 % des vols internationaux à destination et en provenance du Mozambique se font entre pays membres de la SADC (quatrième rang parmi les membres de la SADC). Les frais d'itinérance interafricaine dans le secteur de la téléphonie mobile sont relativement élevés au Mozambique (cinquième rang parmi les membres de la SADC pour lesquels des données étaient disponibles).

**Intégration économique et convergence des politiques macroéconomiques :** note moyenne (neuvième rang dans la SADC). Le taux d'inflation moyen de la SADC était de 6,56 % contre 4,2 % pour le Mozambique (quatrième rang par ordre croissant sur la base des données de 2013).

Dans l'ensemble, le Mozambique enregistre des performances moyennes à faibles, ses performances étant bonnes à moyennes dans le domaine de l'intégration productive, et moyennes à faibles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de l'intégration commerciale, de l'infrastructure, et de l'intégration financière et de la convergence des politiques macroéconomiques. En ce qui concerne les mesures politiques spécifiques susceptibles d'améliorer ses performances économiques, le Mozambique pourrait envisager de réduire davantage ses tarifs douaniers sur les importations intra-régionales et réfléchir à d'autres mesures visant à stimuler les échanges intra-régionaux des biens et services.

# 3

## Performances économiques

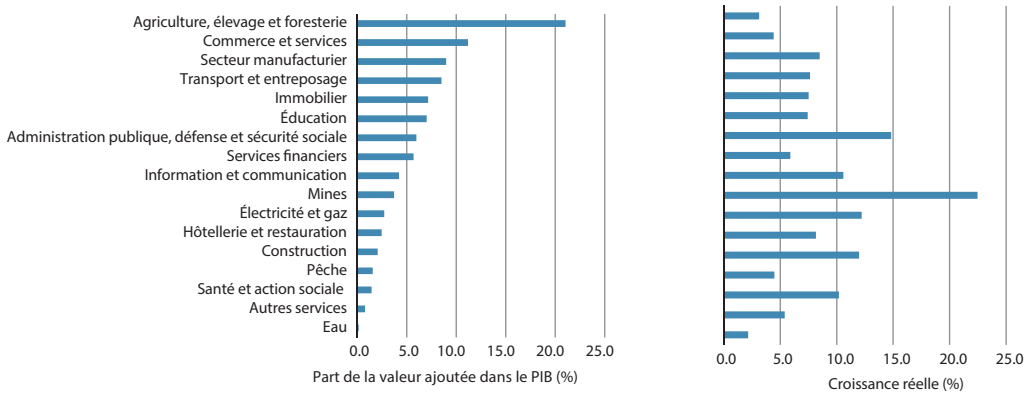
La stratégie nationale de développement (Estratégia Nacional de Desenvolvimento 2015-2035, 2014) prévoit un taux de croissance du PIB de 7,9 % pour la période 2016-2020. Comme il a été indiqué dans la section Vue d'ensemble, le pays a connu une forte performance économique au cours de la dernière décennie. Depuis 2010, le taux de croissance du PIB est, en moyenne, de plus de 7 %, le plus faible taux de croissance de la période (6,6 %) ayant été enregistré en 2015 essentiellement en raison du ralentissement économique de l'économie mondiale, en particulier en Chine, qui s'est traduit par une baisse de la demande et la perspective d'une chute des prix des produits primaires. Le taux de croissance du PIB est tombé à 4,5 % en 2016, principalement en raison de l'attente d'une faible performance de l'industrie extractive, des secteurs de l'électricité et du gaz, de l'agriculture, du commerce, des transports, des services financiers et de l'administration publique. (Ministério de Economia e Finanças, 2016c).

### 3.1 Croissance économique et performances sectorielles

En 2015, la croissance du PIB a été essentiellement tirée par les secteurs des transports et des communications, qui ont enregistré un taux de croissance de 8,6 % par rapport à 5,1 % en 2014, par l'administration nationale, dont le taux de croissance est passé de 10,6 % en 2014 à 14,8 %, par l'industrie manufacturière, dont le taux de croissance est passé à 8,5 % en 2015 contre 2,6 % en 2014 en raison du fort développement de l'industrie extractive qui a enregistré un taux de croissance de 22,5 % en 2015 par rapport à 24,6 % en 2014, ainsi que par le secteur de la construction qui a progressé de 12,1 % en 2014 et de 12 % en 2015 (Banco de Moçambique, 2016b). La figure 2 illustre les parts des secteurs et les taux de croissance pour 2015.

Les secteurs des transports et des communications ont bénéficié du développement du transport routier des passagers et des marchandises consécutif à l'amélioration de l'accès aux districts périphériques et à la maintenance et au développement des services de télécommunications. La croissance du secteur manufacturier est due au redressement de la production dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement et des textiles, des produits minéraux non métalliques, des produits métalliques et de l'équipement, et du mobilier. La croissance du secteur minier a été tirée par l'accélération des efforts déployés pour extraire du gaz, par l'exploitation des centrales énergétiques nouvellement créées et par l'utilisation accrue du gaz dans certaines industries. Le secteur de l'administration

**Figure 2 : Part des secteurs et taux de croissance (en pourcentage), Mozambique, 2015**



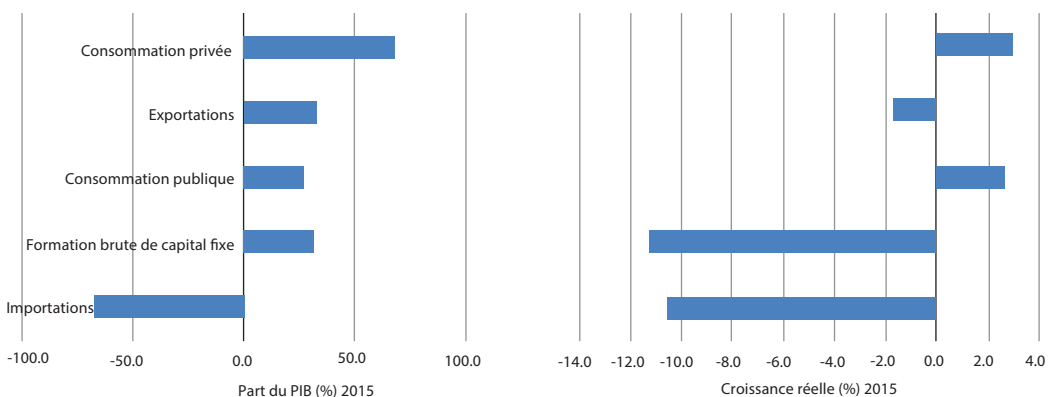
Source : Ministério de Economia e Finanças 2016c.

Le PIB national a enregistré une croissance en raison du développement des services fournis par le Gouvernement central.

D'autres secteurs comme ceux de la construction, de l'électricité et de l'eau, et du tourisme ont contribué à la croissance du PIB en 2015. La construction de routes, ponts, aéroports et voies ferrées a contribué au développement du secteur de la construction. Le secteur de l'électricité et de l'eau a bénéficié de l'exploitation des centrales thermiques et du développement de la capacité de transport de l'énergie électrique, et le secteur du tourisme s'est développé de pair avec la capacité d'hébergement des visiteurs.

Les secteurs dont la contribution au PIB a été la plus importante en 2015 demeurent l'agriculture, l'élevage et la foresterie, le commerce et les services, le secteur manufacturier, le transport et l'entreposage, et l'immobilier qui, ensemble, représentaient 56,9 % du PIB, l'agriculture restant en tête avec 21,1 %. Il convient de noter que la croissance du secteur de l'agriculture a ralenti,

**Figure 3 : Parts de la demande et croissance (en pourcentage), Mozambique 2015**



Source : INE 2016a.

passant de 3,8 % en 2014 à 3,1 % en 2015. Cette baisse peut être attribuée aux inondations dans les régions du nord et du centre et à la sécheresse prolongée dans les régions du sud et du centre, qui ont touché la production et les rendements de plusieurs cultures telles que le soja, le coton, le tabac, les fruits et légumes (Banco de Moçambique, 2016a).

Comme l'illustre la figure 3, la plus grande part de la demande a été représentée par la consommation privée et les importations. La part des importations a été largement tirée par les activités du secteur de la construction et les importations connexes de matériel et matériaux de construction, de minéraux, de métaux et de produits chimiques. Les produits alimentaires ont également contribué à l'importance de la part de la demande de la consommation privée et des importations.

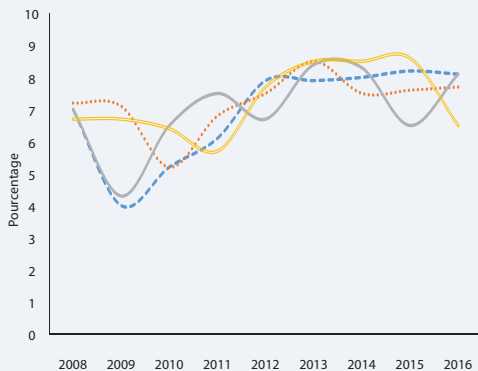
L'encadré 2 établit une comparaison entre les prévisions de croissance économique du Mozambique fournies par des organisations internationales renommées.

## Encadré 2 : Analyse comparative des prévisions pour le Mozambique

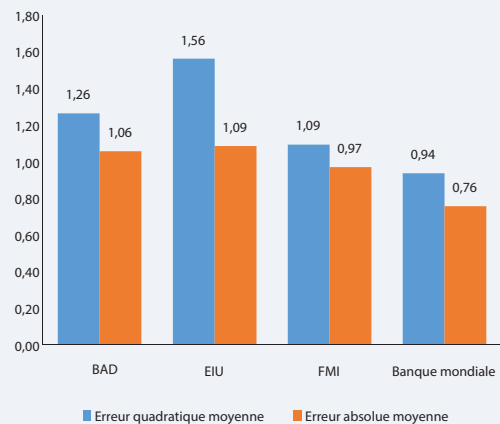
Les prévisions économiques fournissent des informations essentielles aux décideurs des secteurs public et privé. Des prévisions économiques fiables permettent d'informer et de faciliter le processus de prise de décision d'un pays. Plusieurs organisations établissent des prévisions sur la croissance économique du Mozambique, notamment : la Banque africaine de développement (BAD), l'Economist Intelligence Unit (EIU), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Les prévisions de ces organisations sont parfois très semblables et parfois très différentes ; des écarts pouvant atteindre 3,1 points de pourcentage pour la période 2008-2016 ont été observés (voir la figure B). La Banque mondiale a fourni les prévisions les plus optimistes d'une croissance moyenne de 7,3 % pour la période 2008-2016. En ce qui concerne l'avenir, les prévisions de taux de croissance les plus optimistes pour 2016 sont celles du FMI et de la BAD (8,1 %), suivies par celles de l'EIU (7,7 %) et de la Banque mondiale (6,5 %).

Le degré de précision de ces prévisions est une question importante. La CEA a donc procédé à son analyse au moyen de l'erreur quadratique moyenne et de l'erreur absolue moyenne, qui sont les mesures les plus couramment utilisées pour évaluer les prévisions. En général, plus la valeur de ces erreurs est élevée, plus les prévisions sont imprécises\*. Le ressort de l'analyse par la CEA des prévisions pour la période 2008-2014 que la Banque mondiale a fourni des prévisions relativement plus précises, suivie par le FMI et la BAD, alors que les prévisions de l'EIU comportaient des erreurs relativement élevées (figure B).

**Figure A: Prédiction des taux de croissance réelle, par institution**



**Figure B: Taux d'erreur des prévisions (2008-2014)**



Source: CEA (2015).

\* Pour plus amples informations sur ces expressions et sur la démarche que la CEA a adoptée pour évaluer la précision des prévisions, voir CEA (2015).

## 3.2 Politique budgétaire

En 2016, les recettes totales devraient progresser à 176,409 milliards MT (24,1 % du PIB), par rapport à 160, 709 milliards en 2015, dont une part importante continue de provenir des recettes fiscales. En 2015, les recettes fiscales représentaient 82 % des recettes publiques totales, en baisse par rapport à 86 % en 2014. La baisse des recettes fiscales en 2015 est principalement due à une diminution des majorations et charges de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La part des recettes fiscales dans les recettes publiques pour 2011, 2012 et 2013 était de 84 %, 86 % et 85 %, respectivement. En 2016, les dépenses totales sont

estimées à 246,070 milliards MT (36,2 % du PIB), en baisse de 1,9 point du PIB par rapport à 2015. Le poste principal de ces dépenses demeure les dépenses courantes qui représentaient 58 % des dépenses publiques en 2015, par rapport à 56 % en 2014. Pour 2011, 2012 et 2013, la part des dépenses courantes dans les dépenses publiques était de 56 %, 59 % et 53 %, respectivement (Ministério de Economia e Finanças, 2015a).

Un déficit budgétaire équivalent à 6,8 % du PIB a été enregistré en 2015, principalement en raison de la baisse des recettes fiscales qui a accompagné la chute des prix internationaux des produits de base exportés tels que le gaz, l'aluminium, le sable lourd, et les produits agricoles. (Banco de Moçambique 2016a & Ministério de Economia e Finanças 2016b). Les déficits budgétaires de 2010-2015 se sont établis entre 6,8 et 11,6 % du PIB, comme l'illustre le tableau 1. En 2016, le déficit budgétaire estimé à 69,661 milliards MT (10,2 % du PIB) sera financé par des prêts externes et internes (Ministério de Economia e Finanças, Orçamento Cidadão 2016).

En 2016, le Gouvernement poursuit sa politique budgétaire visant à mettre en œuvre les objectifs de son programme quinquennal 2015-2019 de maintien de la stabilité macroéconomique et de création de sources de financement internes pour assurer un développement économique durable et inclusif (Ministério de Economia e Finanças, 2016d).

Ces dernières années, la dette publique du Mozambique a suivi une tendance à la hausse. Après avoir atteint un plafond de 4,829 milliards de dollars É.-U. en 2012 pour chuter à 2,927 milliards de dollars en 2013, la dette publique a progressé à 5,798 milliards de dollars en 2014 puis à 7,187 milliards de dollars en 2015. L'encours de la dette pour 2015, qui représente 45 % du PIB, est principalement dû au financement de projets d'investissement (Banco de Moçambique, 2015b et INE, 2016). Selon la SADC (2016), l'encours de la dette

**Tableau 1: Comptes budgétaires du Mozambique (en millions de meticais), 2010-2015**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Total des recettes et des aides	63 566	81 059	98 476	126 319	156 244	149 058
Recettes fiscales	53 709	68 263	84 456	107 543	135 006	122 816
Recettes non fiscales	1 851	2 283	2 772	3 500	4 442	5 436
Aides	26 188,0	28 632,0	34 719,0	23 232,0	21 118,0	25 173,0
Dépenses et prêts nets	105 423	126 372	142 431	178 521	207 372	214 107
Dépenses courantes	59 134	70 775	83 515	95 246	116 783	124 984
dont : traitements et salaires	29 106	35 807	41 592	49 521	59 831	64 092
dont : intérêts	2 673	3 501	4 125	3 970	5 193	7 577
Dépenses de développement	223,0	214,0	0,0	408,7	257,9	400 3
Solde général	-10 317	-22 649	-15 829	-21 968	-30 010	-39 876
Solde général en % du PIB	-11,6	-14,4	-9,1	-11,3	-5,7	-6,8

Source : Banco de Moçambique (2016a), INE (2014; 2016d).

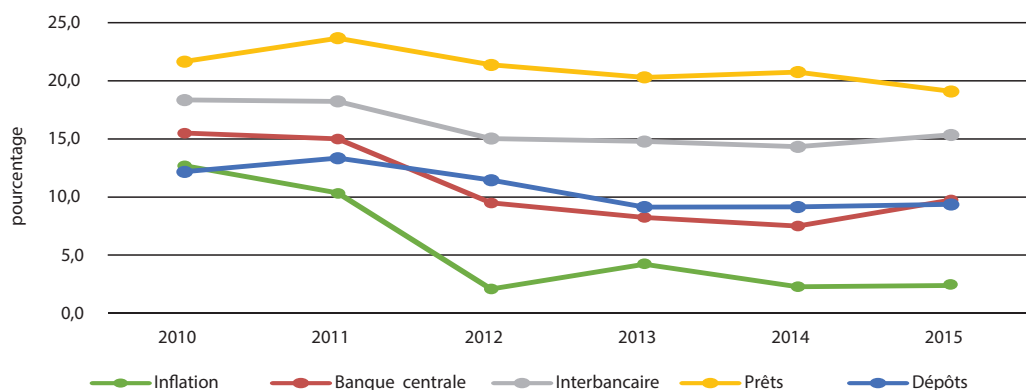
mozambicaine est le sixième de la communauté, avec un ratio dette/PIB qui est passé de 37,5 % en 2010 à plus de 45 % en 2015 (SADC, 2016).

### 3.3 Politique monétaire

La Stratégie nationale de développement 2015-2035 (Estratégia Nacional de Desenvolvimento 2015-2035) a été établie en fonction d'un taux d'inflation annuel compris entre 5 et 6 %. Cette stratégie met l'accent sur une plus grande coordination entre les politiques budgétaires, monétaires et sectorielles afin de resserrer davantage la politique monétaire et de contenir les pressions inflationnistes. Le taux d'inflation a atteint 16,6 % en 2010, mais est revenu à un seul chiffre entre 2012 et 2014, s'établissant entre 2,1 % et 4,2 % ; puis il est remonté à 11,1 % en décembre 2015 et à 12,31 % en mars 2016 en raison de l'accroissement du déficit des approvisionnements alimentaires, de la pénurie de devises et de la dépréciation du metical. Ces facteurs devraient continuer à exercer des pressions inflationnistes à court terme (Banco de Moçambique, 2016b, República de Moçambique, 2014).

Le taux de change metical/dollar É.-U. a chuté de 31,60 fin décembre 2014 à 39,03 en juin 2015 et 44,95 en décembre 2015. Le taux s'établissait à 73,11 fin août 2016. La dépréciation du metical par rapport au dollar É.-U. peut être attribuée à la pénurie de devises sur le marché national des changes due à la baisse des investissements directs étrangers, à la chute des aides de l'étranger (budget et balance des paiements), ainsi qu'à la baisse des recettes d'exportation due à la chute importante des prix internationaux des matières premières, et à la hausse des coûts liée au service de la dette extérieure (Banco de Moçambique, 2016a). La figure 4 illustre l'évolution des taux d'inflation et des taux d'intérêt de 2010 à 2015.

**Figure 4 : Taux d'inflation et taux d'intérêts (en pourcentage), Mozambique, 2010-2015**



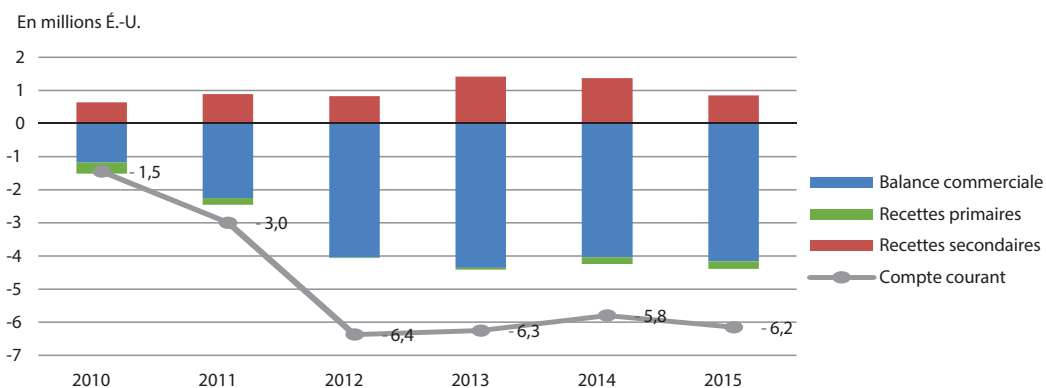
Source : INE (2012c) ; (2013) ; (2014) ; (2015b) ; (2016d) ; Banco de Moçambique (2012) ; (2013) ; (2014b), (2015b) ; (2016a) ; (2016b).

### 3.4 Compte courant

Le déficit du compte courant a augmenté, passant de 5,797 milliards de dollars É.-U. en 2014 à 6,155 milliards de dollars (40,5 % du PIB) en 2015. Une grande partie du déficit (4,163 milliards de dollars) provenait de la balance des biens qui a été mise à mal par la baisse persistante des prix internationaux des biens exportés par le Mozambique. Les exportations totales ont augmenté régulièrement entre 2005 et 2015, leur valeur passant de 1,745 milliard de dollars É.-U. à 3,413 milliards de dollars (Banco de Moçambique, 2009, 2014a, 2015a, 2016a). La figure 5 et le tableau 2 donnent le solde du compte courant pour la période 2010-2015.

En 2015, les principales exportations ont été l'aluminium, l'énergie électrique et le charbon de bois, suivis par le gaz, le tabac, les sables lourds et le sucre, comme l'illustre la figure 6. Les exportations proviennent essentiellement des secteurs de l'extraction et de l'énergie, les exportations agricoles étant une composante beaucoup moins importante du total des exportations.

**Figure 5 : Solde du compte courant (en millions de dollars É.-U.), Mozambique 2010-2015**



Source : Banco de Moçambique 2013, 2014b, 2015b), INE (2015)

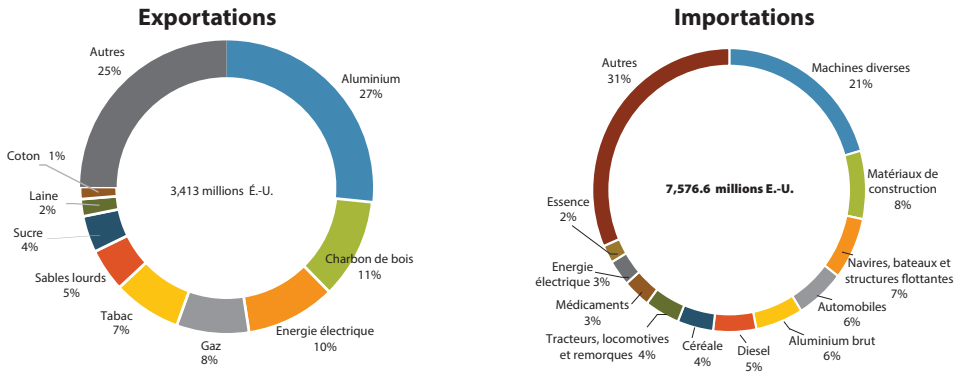
**Tableau 2: Balance des paiements (en millions de dollars É.-U.), Mozambique, 2010-2015**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Balance commerciale	-1 179,2	-2 249,3	-4 047,5	-4 356,9	-4 035,3	-4 163,3
Balance des services	-627,7	-1 435,6	-3 136,1	-3 258 8	-2 932 3	
Solde du compte courant	-1 450,1	-2 997,3	-6 370,9	-6,253 4	-5 797,1	-6 151,4
Solde du compte courant (en % du PIB)	-15	-24	-45	-41,9	-34,1	-40,5

Source : Banco de Moçambique (2013 ; 2014b ; 2015b); INE (2015).



**Figure 6:** Composition des exportations et importations (en millions de dollars É.-U. et en pourcentage), Mozambique, 2015



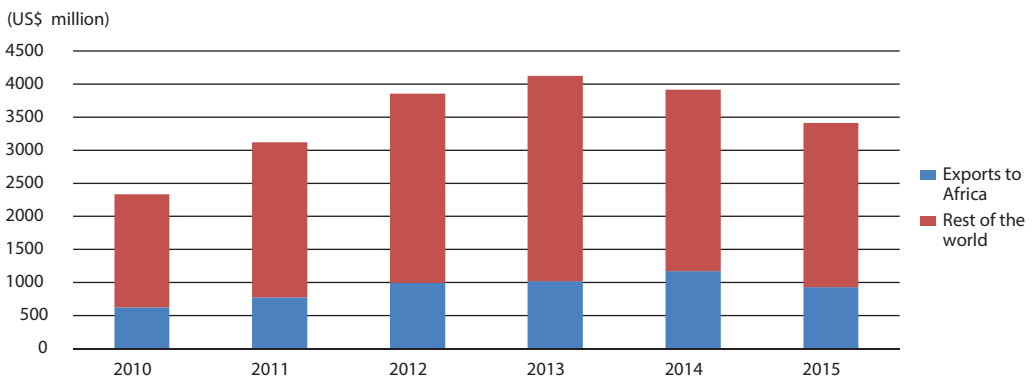
Source : Banco de Moçambique 2016.

Bien que les exportations à destination d'autres pays africains aient augmenté, l'essentiel des exportations se fait à destination du reste du monde, comme l'illustrent les figures 7 et 8, les deux premières destinations d'exportation étant les Pays-Bas et l'Afrique du Sud.

Le Mozambique importe des équipements et machines, des automobiles, des matériaux de construction, des combustibles et des huiles. Il importe également des céréales, des médicaments et de l'énergie électrique, comme l'illustre la figure 6.

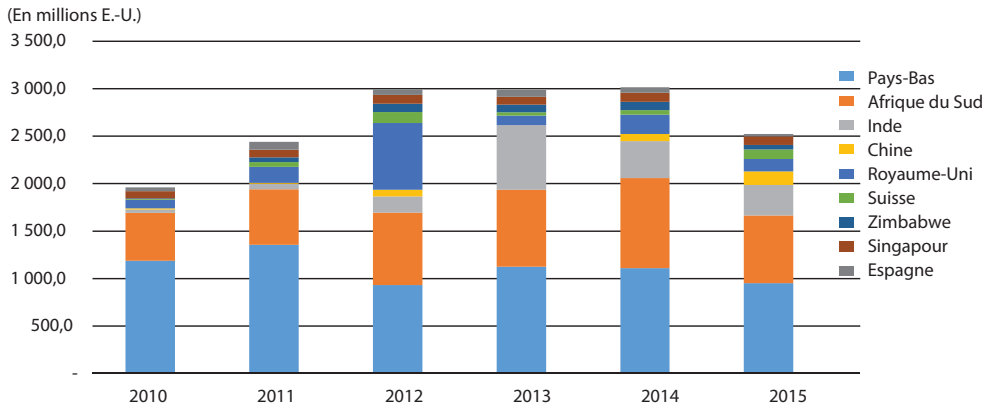
Comme l'illustre la figure 6, les importations ont également augmenté ces dernières années, mais leur valeur a baissé en 2014 et en 2015. Les principaux pays d'origine des importations sont la Chine, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud. (Voir la figure 10).

**Figure 7:** Exportations FOB (en millions de dollars É.-U.), Mozambique, 2005-2015



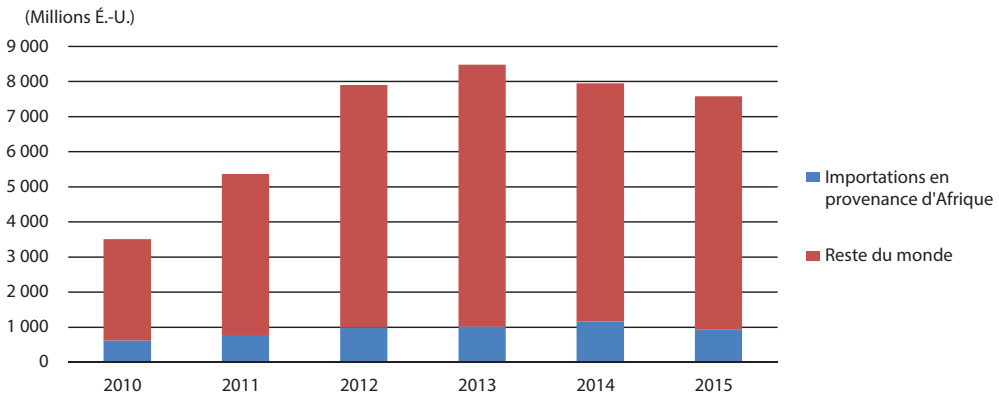
Source : Banco de Moçambique 2016.

**Figure 8:** Les principaux partenaires à l'exportation du Mozambique (en millions de dollars É.-U.), 2010-2015



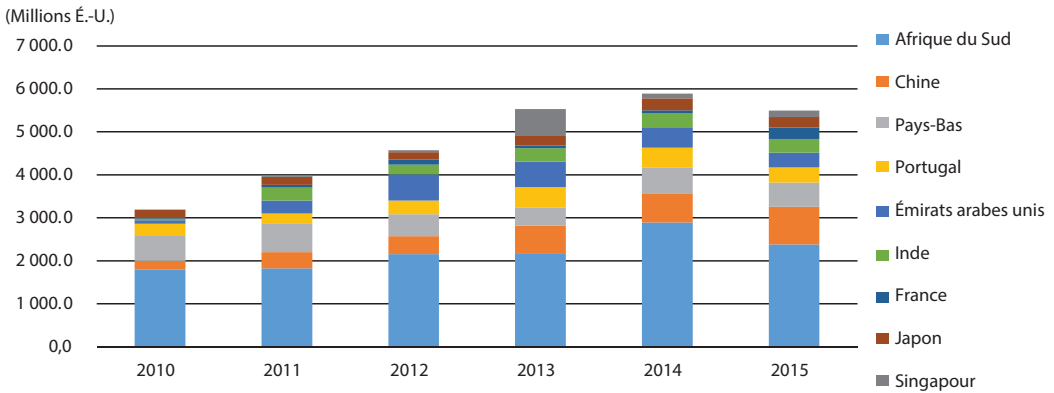
Source : Banco de Moçambique 2016.

**Figure 9:** Les importations du Mozambique, FOB (en millions de dollars É.-U.), 2005-2015



Source : Banco de Moçambique 2016.

**Figure 10: Les principaux pays d'origine des importations du Mozambique (en millions de dollars É.-U.), 2010-2015**



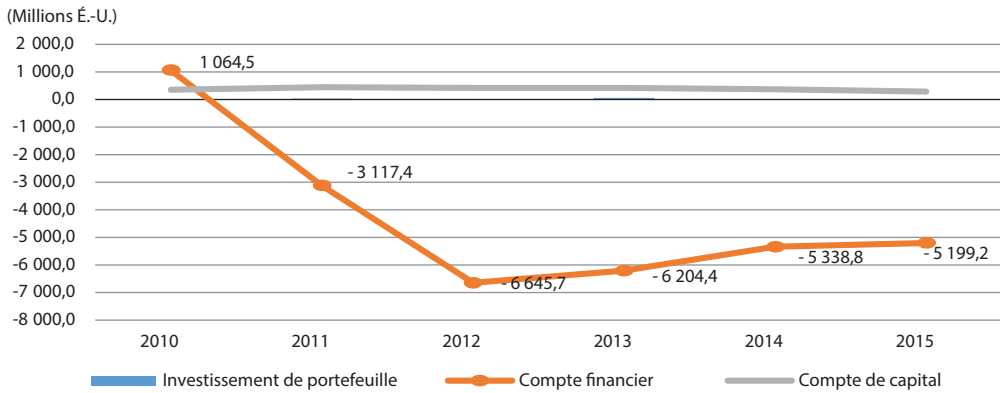
Source : Banco de Moçambique 2016.

### 3.5 Compte de capital et compte financier

En 2015, le solde du compte de capital était de 287,8 millions de dollars É.-U. contre 374,9 millions de dollars en 2014. En 2015, le compte financier enregistrait une légère baisse de son déficit (5,1 milliards de dollars É.-U. par rapport à 5,3 milliards de dollars en 2014) en raison de la réduction des entrées d'IDE qui ont chuté de 1,191 milliard de dollars en 2015 par rapport à l'année précédente (Banco de Moçambique 2016) (voir la figure 11). Les entrées d'IDE se réduisent depuis 2013. En 2015, le total des entrées d'IDE a chuté d'environ 24 % pour s'établir à 3,711 milliards de dollars É.-U., soit 21,8 % du PIB, en raison de la réduction des financements destinés aux grands projets et de la baisse des prix internationaux des marchandises. Le premier bénéficiaire des IDE a été l'industrie extractive (50 %), suivie des transports et communications (24 %) et de l'immobilier (10 %). Les autres secteurs bénéficiaires des entrées d'IDE ont été les activités financières (5 %), le secteur manufacturier (4 %), et l'agriculture, le commerce de gros et de détail et l'hôtellerie et la restauration (1 % chacun). En 2015, les cinq principaux secteurs de concentration des entrées d'IDE ont été l'industrie extractive, les transports et les communications, principalement les projets de construction de chemins de fer, les projets de production d'électricité, et les activités financières. En 2015, les cinq principales sources d'IDE étaient : les Émirats arabes unis (40 %), les États-Unis d'Amérique (20 %), Maurice (12 %), l'Afrique du Sud (6 %) et l'Inde (4 %) (Banco de Mozambique 2016a). Les préoccupations soulevées par les donateurs au sujet des marchés et de l'utilisation de la dette ont une incidence importante sur le montant des entrées d'IDE au Mozambique.

Fin 2015, les réserves internationales nettes du Mozambique s'élevaient à 1,994 milliard de dollars É.-U., ce qui représente 3,7 mois de couverture des importations, en baisse par rapport à 4,7 mois de couverture fin 2014. En 2014, ces réserves avaient chuté à 2,882 milliards de dollars É.-U. par rapport au montant de 2,996 milliards de dollars enregistré en

**Figure 11: Solde du compte financier (en millions de dollars É.-U.), Mozambique, 2010-2014**



Source : Banco de Moçambique 2015.

2013. Les réserves internationales s'élevaient à 2,605 milliards de dollars É.-U. en 2012 et à 2,240 milliards de dollars en 2011. La baisse des réserves de devises internationales en 2012, équivalente à 888,4 millions de dollars É.-U., était due à des ventes nettes de devises du Banco de Moçambique (1,010 milliard de dollars), au service de la dette extérieure (274,3 millions de dollars), à des pertes nettes de change (214 millions de dollars), à des dépenses publiques (170,1 millions de dollars) et à des sorties nettes (50,3 millions de dollars). Ces pertes ont toutefois été amorties par des recettes de 298,2 millions de dollars É.-U. provenant de l'aide directe de l'étranger au titre de la balance des paiements, du financement de projets d'investissement public d'une valeur de 345,6 millions de dollars, d'achats divers d'un montant de 107 millions de dollars, du versement des redevances minières de 55,2 millions de dollars, des provisions nettes des banques (39,2 millions de dollars) et des intérêts sur les investissements étrangers (32,3 millions de dollars) (Banco de Moçambique, 2012; 2013, 2014b; 2015; 2016b).

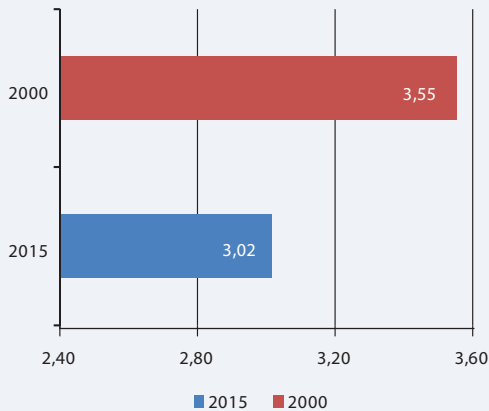
## Développement social

L'indice africain de développement social (IADS) (voir l'encadré 3) a été élaboré par la Division des politiques du développement social de la CEA pour répondre à une demande des États membres africains de création d'un indicateur d'exclusion spécifiquement africain. L'indice repose sur le principe que la croissance économique doit se traduire par l'amélioration de la condition humaine pour tous. S'appuyant sur le cycle de vie, l'indice s'articule autour de six dimensions clés du bien-être : la survie, la santé, l'éducation, l'emploi, les moyens de subsistance et une vie décente. Au moyen des données nationales disponibles, cet outil facilite l'établissement de la cartographie et l'évaluation de l'efficacité des politiques sociales de réduction de l'exclusion humaine aux niveaux national et infranational. L'indice sert en outre à recueillir des données et permet de renforcer la capacité des pays à suivre les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. En tant qu'instrument politique, l'indice africain de développement social vient compléter les efforts déployés par les États membres pour mettre en place des politiques sociales plus inclusives et faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui mettent l'accent sur l'inclusion en tant que moteur du développement durable et équitable.

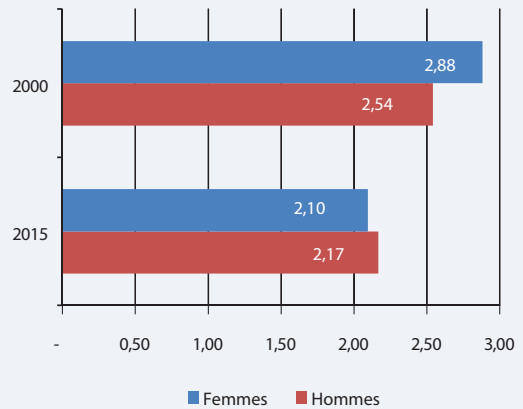
**Encadré 3 : Indicateur de développement social en Afrique : Mozambique**

Malgré une baisse de 15 % entre 2000 et 2015 (figure A), l'ampleur de l'exclusion humaine reste relativement élevée au Mozambique. Les résultats ventilés par sexe indiquent que l'exclusion humaine a diminué de 28 % pour les femmes et de 15 % pour les hommes (figure B). Les femmes restent majoritairement exclues des dimensions clés de la vie. L'exclusion des femmes est essentiellement le fait de leur faible taux d'alphabétisation et de leur retard de croissance par rapport aux garçons. Il convient de noter que l'exclusion humaine selon le sexe est estimée en fonction de cinq indicateurs seulement dans la mesure où les données sur la pauvreté ne sont pas disponibles par sexe.

**Figure A : L'IADS au Mozambique**

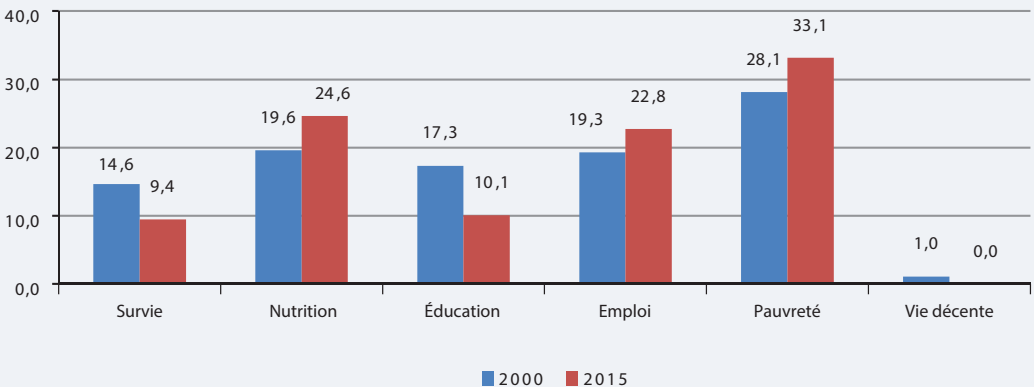


**Figure B : L'exclusion humaine selon le sexe (estimation de l'IADS au moyen de cinq indicateurs seulement)**



Source: ECA computations based on national data

**Figure C : Les moteurs de l'exclusion humaine (contribution mesurée en %)**



Source : CEA à partir des données nationales.

Note : La valeur d'une vie décente est égale à zéro dans la mesure où elle est supérieure à la valeur de référence pour les pays à faible revenu

Entre 2000 et 2015, la part du retard de croissance des enfants dans l'exclusion humaine globale a augmenté de 25,5 % et les parts de la pauvreté et du chômage des jeunes ont augmenté de 18 % chacune (figure C). La pauvreté et le chômage des jeunes touche les gens de diverses manières, mais les effets pervers de la malnutrition sur un enfant sont cumulatifs et irréversibles et, en tant que tels, doivent faire l'objet d'une attention urgente. En dépit de ces difficultés, le pays a enregistré des progrès en matière de survie et d'éducation. Il est à noter que l'indicateur de vie décente est supérieur à celui des autres pays à faible revenu utilisés à titre de comparaison, ce qui signifie qu'une proportion croissante de la population du Mozambique vit au-delà de 60 ans.

### Les options politiques

Reconnaissant que la pauvreté demeure un défi de taille, le gouvernement s'efforce de diversifier les sources de croissance afin d'accélérer le rythme et la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Une attention particulière est accordée à l'autonomisation des femmes tout en améliorant les prestations sociales. Entre 2011 et 2014, le gouvernement a fait porter ses efforts sur trois axes principaux : a) l'augmentation de la production et de la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche ; b) la facilitation de l'emploi ; et c) la promotion du développement humain et social. S'agissant du retard de croissance des enfants, une approche à plusieurs volets doit être adoptée, mettant l'accent sur la nutrition, l'éducation des mères, l'hygiène, l'eau et l'assainissement, dans la mesure où ces aspects se renforcent mutuellement. Le gouvernement, en collaboration avec diverses parties prenantes, renforce sa capacité à intensifier ses interventions dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition. En outre, un renforcement des systèmes de santé est en cours, en particulier dans les zones rurales, et la santé et les soins pour les enfants et les mères demeurent une priorité nationale.

## 4.1 Dynamique démographique

La population du Mozambique a été estimée à 26,4 millions en 2016, contre 20,6 millions lors du dernier recensement de 2007. (INE 2012c ; 2013 ; 2014 ; 2015b ; 2016 ; 2016e), comme l'indique le tableau 3.

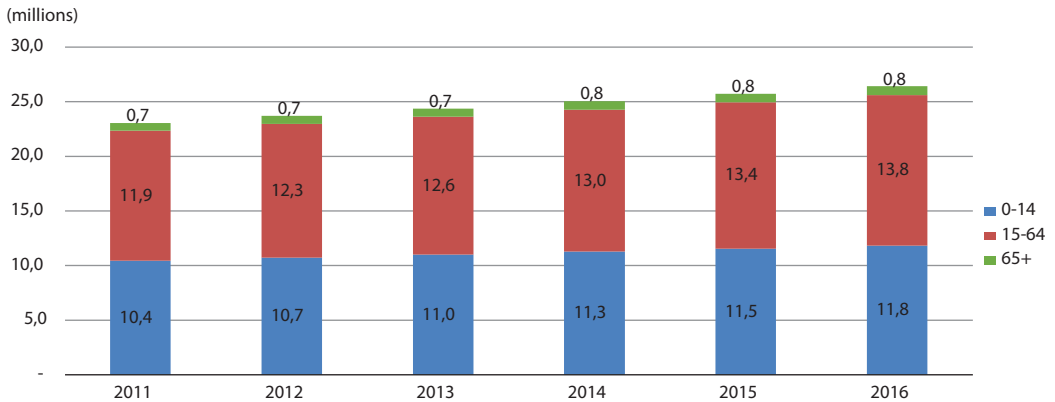
En 2015, environ 68 % de la population résidait en zone rurale. Les cohortes des jeunes de 15-24 ans et de 15-34 ans constituent 19,7 % et 33,4 % de la population totale, respectivement. Le taux de dépendance est élevé (92,1 %), comme l'illustre le tableau 3. La figure 12 montre que la population du pays est relativement jeune, 44,9 % de la population étant âgée de moins de 14 ans. Les personnes âgées de moins de 19 ans sont majoritaires (55,7 %) dans la population (INE, 2016e.).

**Tableau 3: Tendances démographiques, Mozambique, 2011-2016**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Population totale (en millions)	23,05	23,70	24,37	25,04	25,73	26,42
Population urbaine (% de la population totale)	31,0	31,2	31,4	31,6	31,8	32,1
Population rurale (% de la population totale)	69,0	68,8	68,6	68,4	68,2	67,9
Enfants (0-14 ans, % de la population totale)	45,3	45,2	45,1	45,0	44,9	44,7
Jeunes (15-24 ans, % de la population totale)	19,5	19,5	19,6	19,6	19,7	19,8
Taux de dépendance	94	93	93	92,6	92,1	91,5
Taux de croissance de la population (%)	2,8	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7
Total	23,05	23,70	24,37	25,04	25,73	26,42
Urbains (en millions)	7,14	7,39	7,64	7,91	8,18	8,47
Ruraux (en millions)	15,91	16,31	16,73	16,13	17,55	17,95

Source : INE (2016e).

**Figure 12 : Répartition de la population par âge (en millions), Mozambique, 2011-2015**



Source : Instituto Nacional de Estatística (2015).

La population du Mozambique devrait atteindre 41,6 millions en 2035 en raison des taux de fécondité élevés, en particulier dans les zones rurales. De 2007 à 2015, le taux de fécondité s'est stabilisé à 3 % et devrait baisser à 2,7 % en 2016.

Le tableau 4 donne plusieurs grands indicateurs démographiques

**Tableau 4: Indicateurs démographiques clés, Mozambique, 1990, 2014 et prévision pour 2035**

	1990	2015	2035
Population (en millions)	13,4	25,7	41,6
Urbains (%)	25,0	31,8	38,8
Enfants (0-14 ans) (en millions)	6 334	11 549	15 618
Adultes (15-64 ans) (en millions)	6 614	13 392	24 464
Personnes âgées (65 ans et plus) (en milliers)	424	139	1 471
Taux de croissance annuel moyen	3,5	2,7	2,2
Taux brut de natalité	46,0	39,3	29,0
Taux brut de mortalité	20,1	12,4	7,3
Taux de fécondité total	6,1	5,2	3,5
Espérance de vie à la naissance	44,3	53,8	64,6

Source : INE (2015 ; 2016).



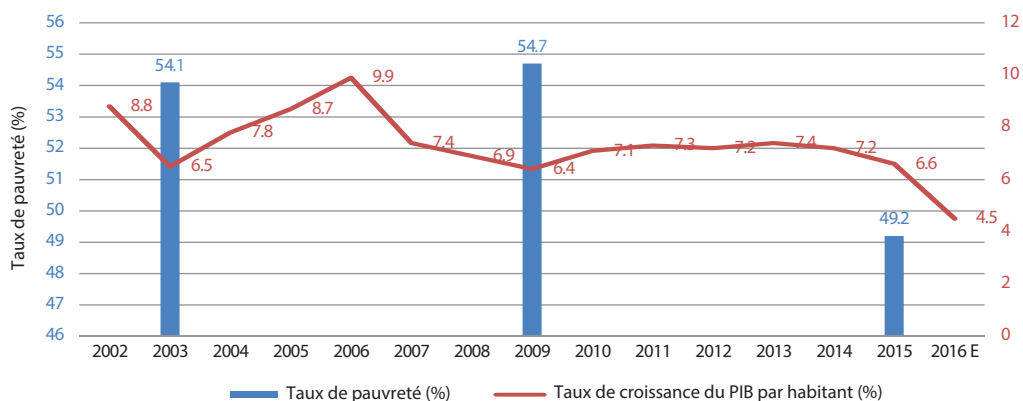
## 4.2 Pauvreté et emploi

La part de la population du Mozambique vivant dans l'extrême pauvreté a diminué progressivement au cours des dix dernières années. En dépit d'une légère amélioration du niveau de pauvreté extrême à 9,7 % en 2002/03, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté n'a que légèrement diminué pour s'établir à 11,8 millions de personnes en 2015 contre 12 millions en 1996/97. La pauvreté demeure plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines et parmi les ménages dirigés par des femmes par rapport à ceux dirigés par des hommes. En 2014 et 2015, le niveau de pauvreté générale en zone rurale était de 53,1 % contre 40,1 % en zone urbaine. Les chiffres correspondants pour 2008 et 2009 étaient de 56,9 % et 49,6 %, respectivement, tandis que l'incidence de la pauvreté dans les ménages dirigés par des femmes était de 57,8 % par rapport à 53,9 % pour les ménages dirigés par des hommes. Comme l'illustre la figure 13, les niveaux de pauvreté demeurent élevés même si la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté s'est réduite en passant de 54,7 % en 2008 à 49,2 % en 2015 (Ministério De Economia E Finanças, 2016e ; Ministério da Planificação e Desenvolvimento, 2010a; 2010b). L'inégalité des revenus au Mozambique se maintient à des niveaux modérément élevés. Les données de l'enquête la plus récente montrent une quasi-stagnation du coefficient de Gini, de 0,42 en 2009 à 0,47 en 2014 (República de Moçambique, 2014; Ministério De Economia E Finanças, 2016e).

Pour réduire la pauvreté rurale et urbaine, le Gouvernement s'est fixé comme priorité de mettre en œuvre des politiques économiques d'investissements sociaux visant à favoriser la croissance économique durable et inclusive à court et à moyen terme. À cet effet, il a procédé à une affectation stratégique de 66,6 % de ses ressources budgétaires de 2016, en particulier à des activités ayant un effet multiplicateur contribuant à l'inclusion sociale. Dans un effort similaire et afin de protéger la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, le Gouvernement a inscrit dans le budget national de 2016 des crédits de 3,088 milliards MT qui serviront à mettre en œuvre, dans le cadre de la Stratégie sociale de base, les programmes de protection sociale ci-après : Programme de subvention sociale de base ; Programme de soutien social direct ; et Programme d'action sociale productive. Ces programmes devraient bénéficier à 507 902 personnes (Ministério da Economia e Finanças, 2016b). La figure 13 illustre l'évolution du taux de pauvreté et du taux de croissance du PIB par habitant de 1996 à 2016.

En ce qui concerne le marché du travail, le pourcentage de la population économiquement active est de 84,9 %. En zone rurale, 90,3 % de la population sont économiquement actifs contre 74,9 % en zone urbaine. Le pourcentage plus élevé enregistré en zone rurale peut s'expliquer par l'agriculture de subsistance. En termes de genre, le pourcentage de la population économiquement active est pratiquement identique pour les femmes et les hommes, avec 84,9 % et 84,8 % respectivement. La plupart des actifs (81 %), travaillent dans le secteur agricole (INE, 2016c).

**Figure 13 : Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB par habitant (en pourcentage), Mozambique, 2002-2016**



Source : INE (2015 ; 2016), Ministério De Economia E Finanças (2016b).

En 2014 et 2015, le taux de chômage au Mozambique s'établissait à 20,7 %, plus particulièrement à 16,8 % en zone rurale et à 29,4 % en zone urbaine. Le taux de chômage des femmes (21,8 %) était légèrement plus élevé que celui des hommes (19,5 %). Les données indiquaient également que le chômage était plus élevé chez les jeunes. Dans les groupes d'âge des 15-19 ans, 20-24 ans, 25-29 ans et 30-34 ans, les taux de chômage étaient de 62,3 %, 46,3 %, 32,0 % et 21,1 %, respectivement. Par contre, dans les groupes d'âge plus avancé, les taux de chômage variaient de 12 % à 18 %. (INE, 2016b). Des politiques visant à donner aux jeunes des compétences professionnelles et à créer des emplois seraient d'un grand secours pour les tranches les plus jeunes de la population. Le Gouvernement a affecté 66,6 % du total des dépenses du budget de 2016 à des activités ayant un effet multiplicateur permettant d'améliorer l'intégration sociale dans l'objectif de réduire la pauvreté rurale et urbaine et de promouvoir une croissance économique inclusive durable à court et à moyen terme.

### 4.3 Santé

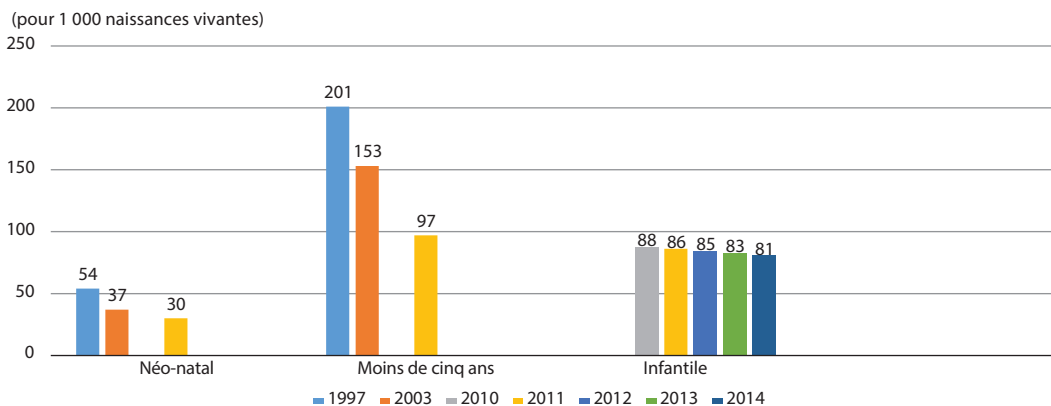
Au Mozambique, l'espérance de vie était de 53,8 ans en 2015, contre 52,1 ans en 2010, 50,3 ans en 2007 et 44,3 ans en 1997. En 2015, ces chiffres étaient de 55,9 ans pour les femmes et de 51,7 ans pour les hommes. Le pourcentage des accouchements assistés par du personnel de santé qualifié a fluctué entre 56,6 % en 2010 et 75 % en 2015 (INE, 2015). Les données les plus récentes sur le VIH, qui datent de 2009, indiquent que son taux de prévalence chez les adultes âgés de 15-45 ans est passé de 9,7 % en 2003 à 11,5 % en 2009. Sur le plan national, 13,1 % des femmes et 9,2 % des hommes âgés de 15-49 ans sont séropositifs, avec un taux de prévalence plus élevé (15,9 %) en zone urbaine, comparativement à 9,2 % en zone rurale. Dans le pays, la couverture antirétrovirale générale a augmenté, passant de moins de 5 % en 2005 à 85 % en 2015. Sur cette base, il semble probable que la cible de 87 % de couverture pour 2016 a été largement atteinte, voire dépassée. Ces chiffres indiquent que les

mesures de lutte contre le VIH, telles que la promotion de la circoncision masculine médicale volontaire, les services de conseil et de dépistage volontaire, la sensibilisation générale au VIH et au sida chez les jeunes, ont un impact positif sur les taux de prévalence du VIH (Instituto Nacional de Saúde, 2009, Ministério de Economia e Finanças, 2016 & Ministério da Saúde, 2016). Le paludisme figure parmi les principales causes déclarées de morbidité et de mortalité au Mozambique ; le nombre de cas de paludisme déclarés est passé de 3,3 millions en 2010 à 5,4 millions en 2015, et le nombre de décès déclarés comme dus au paludisme est passé de 1 859 en 2010 à 1 923 en 2015. Les mesures mises en œuvre pour lutter contre le paludisme sont l'emploi de moustiquaires de lit traitées à l'insecticide, la fumigation intérieure à effet rémanent et le traitement préventif et rapide (Instituto Nacional de Estatística, Ministério da Saúde et ICF International, 2012 ; 2014).

Les taux de mortalité néo-natale et des enfants de moins de cinq ans chutent depuis 1997. Comme l'illustre la figure 14, entre 2003 et 2011, le taux de mortalité néo-natale est passé de 37 à 30 décès pour 1000 naissances vivantes. Pendant la même période, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a diminué, passant de 153 à 97 décès pour 1000 naissances vivantes. Entre 2010 et 2014, le taux de mortalité infantile a chuté de 88 à 80,9 décès pour 1000 naissances vivantes. Ces améliorations semblent être corrélées avec un meilleur accès aux services de santé et à des accouchements assistés dans ces mêmes services (Instituto Nacional de Estatística, 2015).

Bien que le pourcentage d'enfants présentant un déficit pondéral au Mozambique ait chuté de 6,8 % à 3,8 % entre 2012 et 2015, des efforts supplémentaires doivent encore être faits dans ce domaine, notamment l'élargissement des programmes et des interventions visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants.

**Figure 14 : Taux de mortalité infantile au Mozambique (décès pour 1 000 naissances vivantes), 1997-2014**



Source : INE (2015 ; 2016).

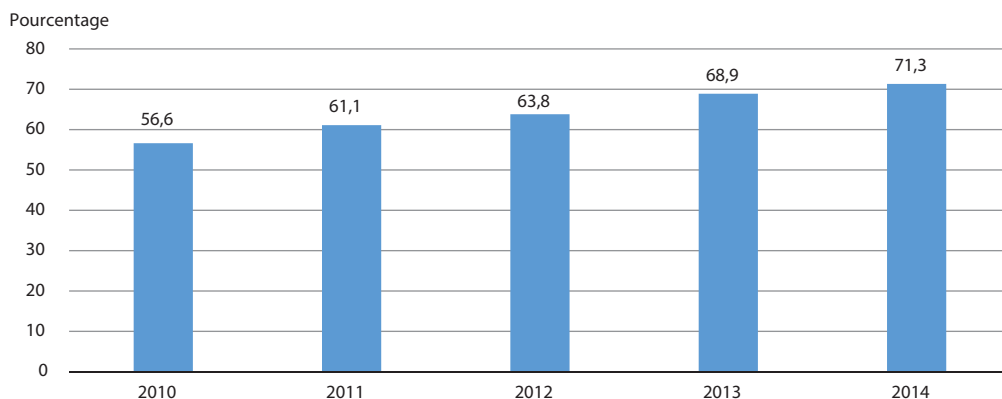
Le pourcentage des accouchements en services de santé n'a cessé d'augmenter. Au cours des dernières années, il est passé de 56,6 % en 2010 à 75 % en 2015. Cette tendance positive semble corrélée avec la réduction du taux de mortalité maternelle qui, entre 1997 et 2008, est passé de 692 à 500 pour 100 000 naissances vivantes. Cet indicateur devait encore chuter à 490 en 2015, comme l'illustre la figure 15. En 2016, des crédits budgétaires de 7,574 milliards MT ont été affectés à des activités visant, entre autres, à porter la part des accouchements médicalisés à 73 %, une cible qui semble avoir été atteinte, voire dépassée en 2015. Ces crédits doivent servir uniquement à la construction, à l'achèvement et à la réhabilitation d'établissements de santé dans l'ensemble du pays dans l'objectif d'accroître l'accès aux services de santé et de réduire la mortalité infantile et maternelle (Ministério de Economia e Finanças, 2016b ; República de Moçambique, 2010).

Le taux de fécondité total est passé de 5,9 enfants par femme en 1997 à 6,5 en 2007. Il s'est maintenu jusqu'en 2013 puis a diminué légèrement à 6,2 en 2014.

En 2014, le nombre de médecins et d'infirmières pour 10 000 personnes était de 7,23 et de 43,74, respectivement, contre 13,2 médecins et 26,3 infirmières pour 10 000 personnes en 2013 (Instituto Nacional de Estatística, 2012b ; 2015a). En 2015, 3 169 professionnels de la santé ont été recrutés et cette mesure a contribué à réduire la mortalité maternelle dans les établissements de santé où, au total, 75 % des naissances ont été assurées. Il convient de noter que le Gouvernement s'était fixé pour objectif de porter la part des accouchements médicalisés à 73 % sur une période de cinq ans, 2015-2019 (Economia e Finanças, 2016a).

Le secteur de la santé du pays a connu des améliorations notables même si les crédits budgétaires alloués à ce secteur sont inférieurs au chiffre de la Déclaration d'Abuja de 2001 dans laquelle les chefs d'État africains s'engageaient à consacrer au moins 15 % de leurs

**Figure 15 : Accouchements dans les services de santé (en pourcentage), Mozambique, 2010-2014**



Source : INE (2015b).

budgets nationaux au secteur de la santé. Bien qu'en 2015 et 2016 le Gouvernement ait affecté respectivement 10,2 % et 10,4 % du budget national au secteur de la santé, ce pourcentage est loin de l'objectif de la Déclaration d'Abuja. (Ministério de Economia e Finanças, 2016b).

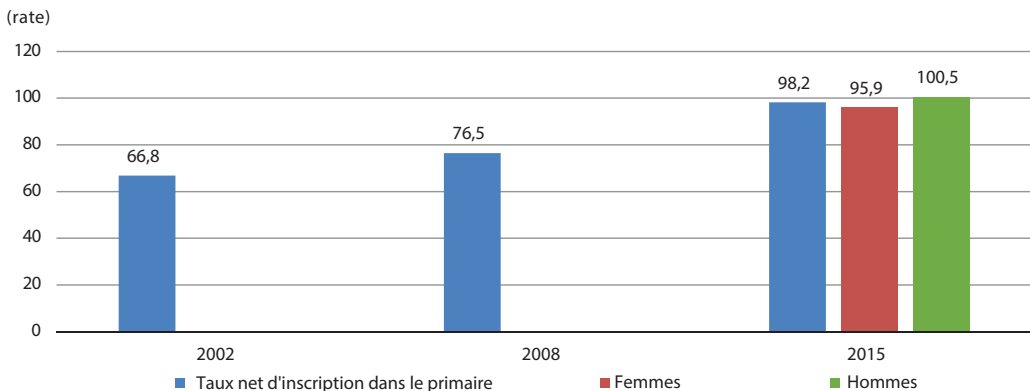
#### 4.4 Éducation

Le Mozambique a connu des améliorations dans les différents indicateurs concernant l'accès à l'éducation, mais des différences subsistent dans plusieurs indicateurs pertinents, notamment pour ce qui est du nombre inférieur de filles par rapport aux garçons. Par exemple, le taux d'inscription des filles demeure plus faible que celui des garçons.

Le taux d'alphabétisation du groupe d'âge des 15-20 ans est assez élevé (70,8 %). En 2014 et 2015, le taux national d'analphabétisme pour le groupe d'âge des 15-19 ans était de 29,3 %, soit 23,2 % pour les hommes et 35,9 % pour les femmes. Les taux d'inscription dans l'enseignement primaire au niveau national sont très élevés, les garçons enregistrant un taux de 100,5 par rapport à 95,9 pour les filles en 2015. Le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire s'est amélioré de manière significative, passant de 66,8 % en 2002 à 98,2 % en 2015, comme l'illustre la figure 16.

Le tableau 5 présente certains indicateurs sur l'éducation au Mozambique.

**Figure 16 : Taux net d'inscription dans l'enseignement primaire (selon le sexe et en pourcentage), Mozambique, 2002-2015**



Source : Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano (2016); Ministério da Economia e Finanças (2016c).

**Tableau 5: État de l'éducation au Mozambique, 2009-2015**

Indicateurs de l'éducation	2015
Taux d'alphabétisation (15-20 ans)	70,8 (2009)
Taux d'analphabétisme (15-19 ans)	35,9
Taux d'analphabétisme chez les hommes (15-19 ans)	29,3
Taux d'analphabétisme chez les femmes (15-19 ans)	35,6
Taux brut d'inscription (total pour le primaire)	115,9
Taux brut d'inscription (primaire, garçons)	120,7
Taux brut d'inscription (primaire, filles)	111,0
Taux net d'inscription (total pour le primaire)	98,2
Taux net d'inscription (primaire, garçons)	100,5
Taux net d'inscription (primaire, filles)	95,9
Ratio élèves-enseignants (premier cycle du primaire)	62 (2014)
Ratio élève-enseignants (second cycle du primaire)	32 (2014)
Ratio élèves-enseignants (premier cycle du secondaire)	38 (2014)
Ratio élève-enseignants (deuxième cycle secondaire)	25 (2014)
Dépenses publiques affectées à l'éducation (% du PIB)	7,1 (2015)

**Source :** INE (2012a); (2012b); Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano (2016); Ministério da Economia e Finanças (2016d).

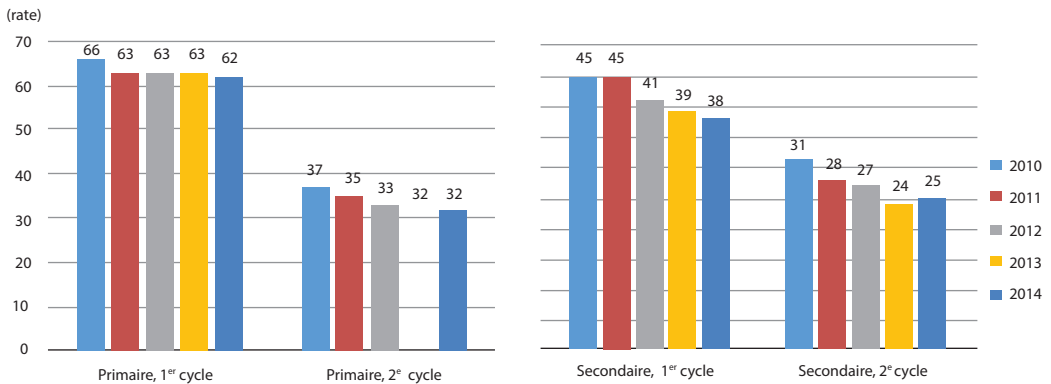
L'égalité des sexes dans l'enseignement reste à faire au Mozambique ; les taux d'inscription bruts et nets sont plus faibles pour les filles que pour les garçons, comme l'indique le tableau 5. La politique du Gouvernement peut être orientée de façon à réduire l'écart entre les sexes.

La figure 17 montre que le ratio élèves-enseignants est plus élevé dans le premier cycle de l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire. Pour réduire le ratio élèves-enseignants, le Gouvernement envisage de recruter 8 500 enseignants en 2016 qui seront équitablement répartis sur l'ensemble du territoire national, en donnant la priorité aux districts où le ratio élèves-enseignants est élevé.

En ce qui concerne les taux d'inscription, le Gouvernement, qui souhaite augmenter les taux nets, a affecté des crédits budgétaires en 2016 pour acquérir et distribuer quelque 14 millions de livres scolaires, et construire et rénover des écoles et des salles de classe. L'affectation à l'enseignement de la plus grande part (22,1 %) des crédits budgétaires de 2016 destinés au secteur économique et social témoigne de la volonté du Gouvernement d'améliorer le système d'enseignement (Ministério de Economia e Finanças, 2016d; Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano, 2016). Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est passé de 22 % en 1997 à 38,7 % en 2003, puis à 77,1 % en 2008. Le taux national d'alphabétisation a également augmenté, passant de 39,5 % en 1997 à 49,7 en 2008 (República de Moçambique, 2010).

L'affectation de crédits à l'enseignement traduit bien l'esprit du Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue (PARPA II), qui visait à réduire le niveau de pauvreté de 10 à 15 % avant 2010. Selon le plan, l'augmentation des investissements dans le développement du capital

**Figure 17 : Ratio élèves-enseignants au Mozambique (nombre d'élèves par enseignant), 2010-2014**



**Source :** INE (2012), Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano (2016); Ministério da Economia e Finanças (2016d)

humain, en particulier dans l'enseignement, bénéficie aux individus et à la société en général. Toujours dans le cadre du plan et dans le respect des documents de la Stratégie de réduction de la pauvreté au Mozambique, les crédits affectés à l'enseignement devaient être en l'ordre de 20 % du budget national, y compris l'enseignement supérieur, chiffre qui permettrait à l'enseignement d'avoir un impact positif sur la croissance économique nationale (Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano, 2016).

#### 4.5. Évaluation de l'égalité de genre au Mozambique

La situation de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes est mesurée selon les domaines clefs exposés dans la l'Encadré 4. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée de l'Afrique.

Pour évaluer l'ampleur réelle de l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes et pour parvenir à mesurer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique, la CEA a mis au point un outil de suivi appelé, Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes qui visent à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la performance est basé sur les données de l'Indice de la condition de la femme. Cet Indice est une composante de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la performance est calculée comme une moyenne arithmétique non pondérée, en prenant le ratio femmes/hommes des valeurs de l'indicateur, le multipliant par 10 et en arrondissant le résultat au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le degré d'inégalité le plus élevé, une note de 5 montre une parité moyenne, tandis qu'une note de 10 représente une parité parfaite. Un niveau de parité supérieure

à 10 représente des situations où les femmes surclassent les hommes, quel que soit le niveau de développement de la zone en cours d'évaluation.

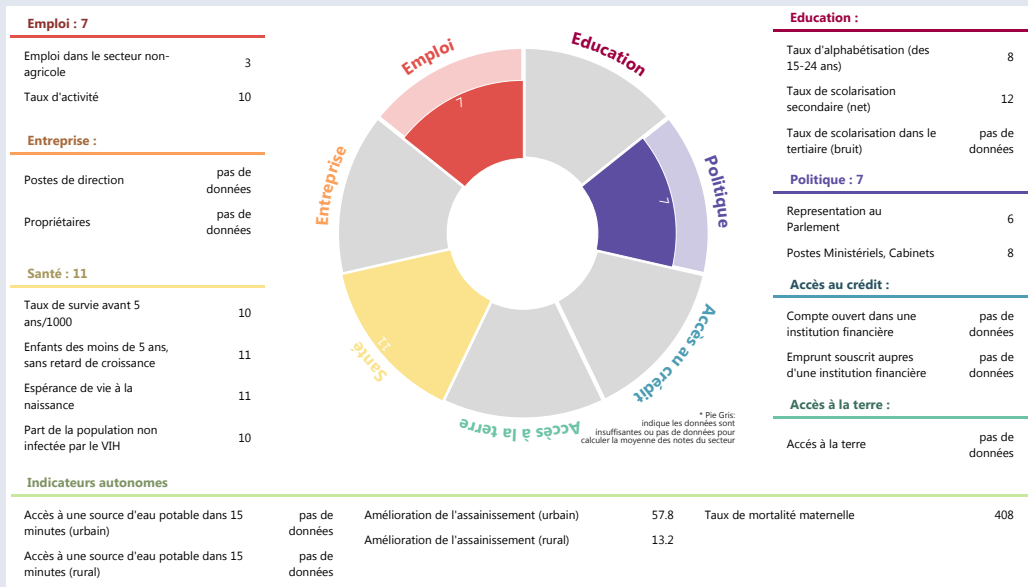
La plupart des données servant à calculer la note proviennent des sources de données les plus récentes disponibles à l'échelle nationale. Cependant, dans le cas des quelques indicateurs pour lesquels il n'existe pas de données ventilées nationales, il est fait appel à des sources de données internationales, à savoir : Projeções anuais da população total, urbano-rural 2007-40; Ronda 209 (Projectada para 2015); Inquérito demográfico e de Saúde (IDS) 2011; Inquérito ao Orçamento Familiar (IOF) 2014/15; et Union interparlementaire 2016.



### Encadré 4: Égalité de genre et autonomisation des femmes - Mozambique

Les données concernant le Mozambique indiquent que l'égalité des sexes est effective pour les questions liées à la santé et à la participation au marché du travail. L'enquête que le Ministère de l'éducation et du développement humain (MINEDH) a effectuée au Mozambique en 2015 indiquait que le pourcentage des filles inscrites dans l'enseignement secondaire (13,7 %) était légèrement supérieur à celui des garçons (11,8 %). L'égalité des sexes est parfaite (avec une note de parité de 10) en termes de taux de survie des enfants de moins de 5 ans, de part de la population du groupe d'âge 15-24 ans non infectée par le VIH, et de taux de participation au marché du travail. Les taux de participation au marché du travail des femmes et des hommes étaient de 84,9 % et 84,8 %, respectivement. À noter également que, sur un total de 20 postes ministériels, neuf sont occupés par des femmes.

En dépit des progrès importants accomplis dans les secteurs susmentionnés, il existe des domaines de préoccupation. S'agissant de la représentation au Parlement, les femmes occupent actuellement 97 sièges sur 250. Dans l'enseignement, l'égalité des sexes est supérieure à la parité moyenne, avec une note de 8 pour le taux d'alphabétisation des 15-24 ans. Selon IOF 2014/15, le taux d'alphabétisation des femmes de 15-24 ans était de 61,9 % contre 78,7 % pour les hommes. L'inégalité des sexes prévaut dans l'emploi dans le secteur non agricole, 7 % seulement de femmes ayant un emploi rémunéré contre 24,6 % d'hommes. Enfin, l'enquête démographique et de santé (2011) révèle que le taux de mortalité maternelle au Mozambique était de 408 pour 100 000 naissances vivantes.



Source: Instituto Nacional de Estatística, Ministério da Saúde (2011); Union interparlementaire (2016); chiffres fournis par Instituto Nacional de Estatística and Ministerio de Education.

# 5

## Principaux défis

### 5.1 Une production et une productivité agricoles permettant d'assurer la transformation économique

Au cours des 10 dernières années, le Mozambique a fait des progrès impressionnants en matière de libéralisation de l'économie, ce qui lui a permis d'atteindre des taux de croissance élevés après les tourments des années de guerre. Ces taux de croissance étaient supérieurs aux moyennes de la sous-région et du continent. Néanmoins, le pays continue d'éprouver des difficultés dans les domaines économique et social, telles que la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux, le chômage, la pauvreté, les disparités dans les résultats en matière d'éducation et l'absence d'un secteur agricole diversifié et compétitif.

Avant l'indépendance, le secteur agricole du Mozambique n'avait quasiment aucun lien avec l'économie locale ; structurellement, sa production était destinée à l'économie portugaise. Dans les années 1990, les politiques macroéconomiques étaient principalement axées sur les questions financières et monétaires et ne comportaient aucune mesure de soutien au niveau microéconomique pour les secteurs de la production, notamment l'agriculture. Cette situation a été à l'origine du développement du secteur commercial au détriment du secteur industriel, du déclin du poids relatif de la production agricole et de la fermeture de grandes et de petites et moyennes entreprises (PME). Plus tard après l'indépendance, les autorités ont mis en place des politiques économiques donnant au secteur agricole un rôle important dans l'économie, ce qui lui a permis d'apporter sa contribution à la sécurité alimentaire et aux recettes d'exportation. La part de ce secteur dans le PIB est actuellement supérieure à 21 %.

Le secteur de l'agriculture du Mozambique est doté d'un bon potentiel agricole et agro-industriel, mais depuis l'accession à l'indépendance politique, il s'articule principalement autour de petites exploitations familiales qui cherchent à assurer leur subsistance sans avoir de débouchés réguliers. Le secteur a également souffert d'une mauvaise utilisation de technologies améliorées, de l'utilisation intensive de la main-d'œuvre et du manque de capital financier (Comité des conseillers, 2003). Par contre, une demande semble exister sur les marchés intérieur et extérieur pour les biens produits au Mozambique.

Bien que sa contribution au PIB soit la plus importante, le secteur de l'agriculture n'a pas donné la pleine mesure de son potentiel et de ses bénéfices, car il fait toujours face aux difficultés suivantes : insuffisance des infrastructures de transport routier, d'accès à l'électricité et d'entreposage ; absence de sources d'énergie alternatives ; absence de petites installations d'irrigation et de gestion de l'eau ; insuffisance du crédit rural et absence de solutions adaptées aux petits producteurs ; éloignement des marchés et absence d'installations agroalimentaires permettant de valoriser les produits agricoles ; faiblesse des circuits de commercialisation de la production rurale et difficultés d'accès aux marchés ; vulnérabilité aux conditions climatiques ; et volatilité des prix. Le Gouvernement reconnaît le vaste potentiel du secteur primaire, qui inclut l'agriculture, mais constate que la principale difficulté demeure le développement d'industries qui pourraient contribuer à la transformation et à la valorisation durables de la production de ce secteur (República de Moçambique, 2014).

## **5.2. Politiques et autres interventions visant à relever les défis du secteur agricole**

Le Gouvernement mozambicain a classé l'agriculture parmi les secteurs prioritaires de l'économie et plusieurs plans, tels que les plans sociaux et économiques annuels et le PARPA, comportent des mesures visant à développer le secteur (Comité des conseillers, 2003). L'encadré 3 illustre quelques-unes des mesures et des interventions du Gouvernement en faveur du secteur de l'agriculture.

Grâce aux mesures susmentionnées, la production agricole a augmenté et le secteur est devenu plus compétitif. On trouvera ci-après quelques exemples des résultats obtenus en 2015 : la fourniture de 41 bateaux à moteur a permis d'accroître la capacité de prise de poissons de 120 pêcheurs de Gaza, Inhambane, Sofala, Zambezia, Nampula, Cabo Delgado et Niassa ; la construction et la réhabilitation de 1 208 hectares de terres dans la province de Gaza a permis d'accroître la superficie des terres irriguées disponibles pour les activités agricoles ; l'achèvement de la construction de cinq silos et d'un entrepôt dans la province de Tete ; et la mise en œuvre de 47 projets de recherche scientifique a contribué au développement du secteur ; en outre, une assistance technique a été fournie à 6 691 PME pour les aider à accroître leur capacité (Ministério de Economia e Finanças, 2016a).

Le Gouvernement a montré qu'il restait déterminé à renforcer le secteur agricole. Le budget national de 2016 donnait la priorité à la production et à la productivité agricoles en affectant des crédits de 12,429 milliards MT (9,6 % du budget national) à l'agriculture et au développement rural. Ces crédits ont été affectés à l'achat et à la distribution de semences et au financement d'activités qui favorisent la production agricole et l'élevage, à la revitalisation de la chaîne de valeur du coton, à la réhabilitation et à la construction de réseaux d'irrigation, à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; et à la promotion de la pêche ainsi

**Encadré 5: Mesures prises par le Gouvernement pour aider l'agriculture**

1. Faciliter le développement des volumes et la réduction des coûts de la production agricole afin d'augmenter les revenus des entrepreneurs et des travailleurs agricoles.
2. Faciliter l'utilisation de machines, d'outils et d'intrants agricoles tels que les semences, les engrais et les pesticides.
3. Construction d'infrastructures d'alimentation en électricité dans les zones rurales et développement de sources alternatives de production d'énergie.
4. Construction de petites infrastructures d'irrigation et de gestion de l'eau.
5. Développement du crédit rural à des conditions adaptées aux petits producteurs.
6. Développement des infrastructures routières et des installations d'entreposage dans les districts ruraux.
7. Aide à la transformation de la production agricole pour la valoriser sur le lieu d'origine.
8. Aide à la mise en place de circuits de commercialisation de la production rurale et à l'accès à l'information sur les marchés des produits agricoles.
9. Mise en place de mécanismes d'atténuation, tels que les garanties de crédit, l'assurance-récolte, une politique de prix minimum et la constitution de stocks régulateurs pour les activités agricoles et d'élevage à risque sensibles aux conditions climatiques et à la volatilité des prix.
10. Création de zones économiques spéciales d'intégration de l'agriculture et de la pêche dans des sites déterminés de façon à coordonner les investissements et à offrir des services de traitement des activités agricoles et d'élevage.
11. Recherche dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage sur les techniques et technologies agricoles appropriées, le sol et les conditions climatiques.

**Source :** República de Moçambique (2014).

qu'à l'assistance technique en matière de changement climatique (Ministério de Economia e Finanças, 2016a).

Dans le souci de souligner davantage sa détermination à valoriser l'économie, le Gouvernement, dans le cadre de l'*Estratégia Nacional de Desenvolvimento*, s'est engagé à diversifier le secteur industriel ; cette diversification devrait se faire en fonction des étapes de développement retenues dans l'objectif à long terme visant à se focaliser moins sur les produits primaires pour accélérer l'industrialisation et la production de produits finaux (República de Moçambique, 2014).

Les crédits prévus dans le budget de 2016 devraient conduire à une augmentation de la croissance du secteur agricole de 6,5 %. Pour la saison agricole 2016/17, les volumes de production devraient atteindre 2,8 millions de tonnes pour les céréales ; 730 000 tonnes pour les légumineuses ; 11 millions de tonnes pour les racines et tubercules ; et 1,8 million de tonnes pour l'horticulture. L'augmentation des niveaux de production et de productivité

devrait être le résultat d'une augmentation des surfaces cultivées, de la mécanisation agricole, de l'utilisation de la traction animale, de l'emploi de semences améliorées et d'engrais et de pesticides en combinaison avec de bonnes pratiques et techniques améliorées (Ministério de Economia e Finanças, 2016c).

Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement, il est prévu de transformer les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, grâce en partie à l'introduction d'activités efficaces et compétitives de transformation des produits agricoles et d'élevage. Cette évolution nécessitera la mise en œuvre de changements dans les activités agricoles visant à faciliter les politiques socio-économiques inclusives induites par la demande du secteur industriel. La mise en œuvre de politiques agro-industrielles appuyée par la modernisation des activités agricoles et d'élevage viendra compléter les mesures susmentionnées. La transformation des secteurs agricole et manufacturier devrait se faire au moyen de l'accélération de la croissance du secteur manufacturier et des services complémentaires, qui entraînera une augmentation de la contribution du secteur manufacturier au PIB (passant de 12 à 20 %) (República de Moçambique, 2014).

# 6. Évaluation de la qualité des données nationales

**Note de méthodologie:** La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté dans le tableau 4 selon le code de couleurs suivant: le vert indique une "bonne" source de données, le jaune une source "satisfaisante" et le rouge une source "à améliorer".

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Démographie	Valeur	Évaluation
Population (en millions)	26,424	1
Enfants (0-14 ans)	11,817	1
Adultes (15-64 ans)	13,800	1
Personnes âgées (65 ans et plus)	807	1
Population urbaine (en %)	32,1	1
Taux de croissance (en %)	2,7	1
Taux de fécondité total	5,2	1
Espérance de vie à la naissance (nombre d'années)	53,8	1
Taux brut de mortalité (pour mille)	39,3	1
Taux brut de natalité (pour mille)	12,4	1

## Indicateurs clés macroéconomiques et sectoriels

Indicateurs clés macroéconomiques et sectoriels	Valeur	Évaluation
Taux réel de croissance du PIB (en %)	6,6	2
PIB courant (en milliards de meticais)	592,024	2
Taux d'inflation (en %)	11,1	4
Solde du compte courant (en milliards de dollars É.-U.)	-6,151 4	4

## Tendances économiques et indicateurs de performance

Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation
Entrées des investissements directs étrangers (en milliards de dollars É.-U.)	Sans objet	
Total des exportations (en milliards de dollars É.-U.)	3,413	4
Total des importations (en milliards de dollars É.-U.)	7,5766	4

Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Taux d'alphabétisation (15-24 ans) (en %)		
Taux net d'inscription dans l'enseignement primaire (en %)	98,2	3
Proportion d'élèves commençant le premier cycle du primaire et atteignant la fin du second cycle du primaire	Sans objet	
Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire	Sans objet	
Ratio filles/garçons dans l'enseignement secondaire	Sans objet	
Taux d'emploi de la population (en %)	Sans objet	
Taux de chômage (en %)	20,7	3
Taux de chômage des jeunes (en %)	10,5	1
Population vivant sous le seuil de la pauvreté (en %)	Sans objet	

## Santé

Santé	Valeur	Évaluation
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	97	1
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	83,8	1
Taux de mortalité néo-natale (pour 1 000 naissances vivantes)	30	1
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	408	1
Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	71, 3	1
Taux de prévalence des contraceptifs	Sans objet	
Taux de prévalence du VIH dans le groupe d'âge des 15-24 ans	6,1	1

Code des sources des données

# Bibliographie

Banco de Moçambique (2009). *Balança de Pagamentos De Moçambique Ano 6 – N° 06 - Especial 2009*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2012). *Relatório Anual 2011*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2013). *Relatório Anual 2012, Volume 2 1*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2014a). *Balança de Pagamentos de Moçambique 2014*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2014b). *Relatório Anual 2013, Volume 2 2*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2015a). *Balança de Pagamentos 2015 No. 12 Ano 12*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2015b). *Relatório Anual 2014, Volume 2 3*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016a). *Relatório Anual 2015, Situação Macroeconómica*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016b). *Conjuntura Económica e Perspectivas de Inflação*, Maputo.

Comité des conseillers (2003). *Agenda 2025 - The Nation's Vision and Strategies*. Maputo.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2016). *The African Social Development Index: Measuring Human Exclusion for Structural Transformation (Southern Africa)*. Addis-Abeba: CEA.

Instituto Nacional de Estatística (INE). (2012a). *Estatísticas e Indicadores Sociais, 2008-2010*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2012b). *Estatísticas e Indicadores Sociais, 2012 – 2013*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2012c). *Anuário Estatístico 2011*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2013). *Anuário Estatístico 2012*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2014). *Anuário Estatístico 2013*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2015a). *Estatísticas e Indicadores Sociais, 2013-14*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2015b). *Anuário Estatístico 2014- Moçambique*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016a). *Contas Nacionais de Moçambique, I Trimestre 2016*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016b). *Relatório do Módulo da Força de Trabalho. Inquérito ao Orçamento Familiar - IOF 2014/15*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016c). *Relatório Final do Inquérito ao Orçamento Familiar - IOF 2014/15, Quadros Básicos*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016d). *Anuário Estatístico 2015- Moçambique*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016e). *Moçambique Projecções 2007-2040*. Disponible à : [http://www.ine.gov.mz/estatisticas/estatisticas-demograficas-e-indicadores-sociais/projecoes-da-populacao/Moçambique\\_projecoes\\_2007\\_2040.xls/view](http://www.ine.gov.mz/estatisticas/estatisticas-demograficas-e-indicadores-sociais/projecoes-da-populacao/Moçambique_projecoes_2007_2040.xls/view).

Instituto Nacional de Saúde (2009). *Enquête nationale sur la prévalence, les facteurs de risques comportementaux et l'information sur le VIH et le sida au Mozambique (INSIDA) Principales constatations*. Maputo.

Ministério de Economia e Finanças (2007). *Balanço do Plano Económico e Social 2006*. Maputo

\_\_\_\_\_ (2013). *Plano Económico e Social Para 2013*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2014). *Plano Económico e Social Para 2014*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2015). *Plano Económico e Social Para 2015*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016a). *Balanço do Plano Económico e Social 2015*. Maputo

\_\_\_\_\_ (2016b). *Orçamento Cidadão 2016*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016c). *Proposta de Revisão do Orçamento do Estado Para 2016*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016d). *Proposta de Plano Económico e Social Para 2016*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016e). *Pobreza e Bem-estar em Moçambique: Quarta Avaliação Nacional Inquerito ao Orcamento Familiar - IOF 2014/15*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2016f). *Balanço do Plano Económico e Social de 2016 - 1º Semestre*. Maputo

Ministério da Educação e Desenvolvimento Humano (2016). *Estatística da Educação, Levantamento Escolar - 2015*. Maputo



Ministério da Planificação e Desenvolvimento.(2010a). *Pobreza e Bem-Estar em Moçambique: Terceira Avaliação Nacional*. Maputo.

\_\_\_\_\_ (2010b). *Relatório Sobre os Objectivos de Desenvolvimento do Milénio de 2010*. Maputo.

Ministério da Saúde (2016). *Relatório Anual 2015: Relatório Anual das Actividades Relacionadas ao HIV/SIDA*. Maputo.

Ministério do Trabalho, Emprego e Segurança Social (2015). *Boletim de Estatísticas do Trabalho - 2015*. Maputo.

República de Moçambique (2010). *Relatório Sobre os Objectivos de Desenvolvimento do Milénio*. Maputo.

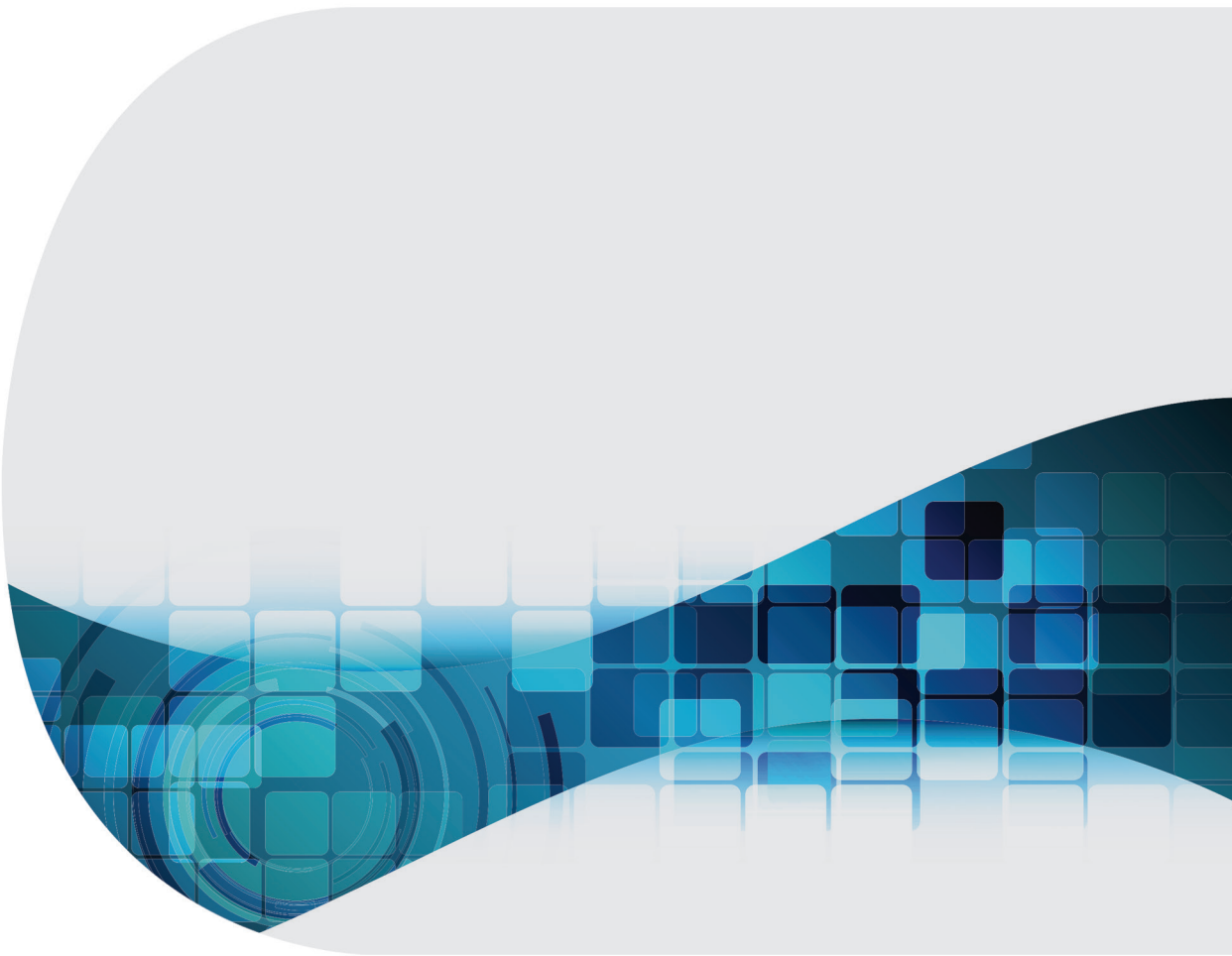
\_\_\_\_\_ (2014). *Estratégia Nacional de Desenvolvimento 2015-2035*. Maputo.

SADC (2016). Sélection d'indicateurs économiques et sociaux de la SADC, 2015. Disponible à <http://www.sadc.int/information-services/sadc-statistics>.

ONU (2017). *Situation économique mondiale et perspectives (WESP)*, référence E.17.II.C.2.







**UNECA.ORG**

*Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.*

ISBN 978-99944-70-09-9

